

MÉDIACRITIQUES

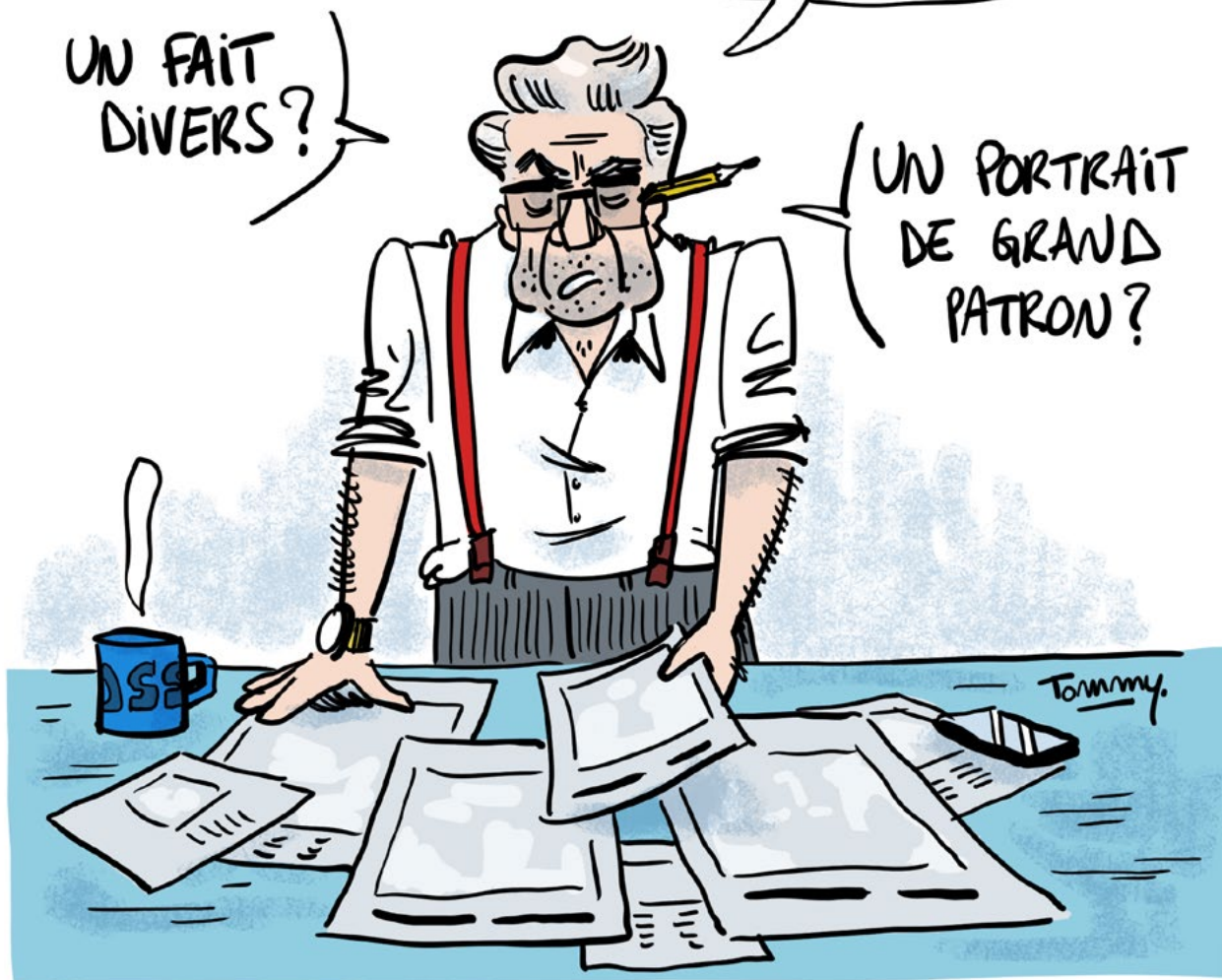
REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

MÉDIAS ET ÉCOLOGIE

ON N'A PAS PLUTÔT
UNE PETITE POLÉMIQUE
QUI TRAÎNE ?

UN FAIT
DIVERS ?

UN PORTRAIT
DE GRAND
PATRON ?



ACRIMED SUR BLAST



**DISPONIBLE SUR
LES SITES DE BLAST ET D'ACRIMED,
SUR YOUTUBE ET PEERTUBE**



Nous sommes militants, journalistes, universitaires, usagers des médias et nous sommes réunis en association: depuis 1996, Acrimed documente le fonctionnement des médias, critique leurs productions éditoriales et porte des propositions pour les transformer. Les deux campagnes électorales auxquelles nous venons d'assister montrent que ces combats sont toujours d'actualité. Mieux: qu'ils sont plus que jamais d'actualité.

Quiconque a suivi les récentes campagnes de légitimation de l'extrême droite et de diabolisation de la gauche ne peut que constater le pouvoir de nuisance qu'exercent les médias dominants dans le débat public. Désinformation, confusionnisme, invectives et calomnies sont trop souvent devenus le lot du «commentaire d'actualité».

Alors bien sûr, l'éditorialisation à sens unique n'est pas un phénomène nouveau, pas plus que ne le sont les atteintes multiformes au pluralisme et le mépris de la déontologie journalistique la plus élémentaire. Les cabales médiatiques contre la gauche ne datent pas d'hier. Toutefois, leur violence et leur effet «de masse» – façon rouleau compresseur – se sont très nettement exacerbés autour de la question palestinienne et au gré des deux dernières séquences électorales. À cet égard, si le pire a été évité, nous demeurons aujourd'hui au bord du gouffre, et les médias dominants risquent de nous y précipiter.

Le moment appelle donc à un dépassement de nos activités: il y a urgence à établir un front commun pour la réappropriation démocratique des médias, dans lequel Acrimed doit jouer son rôle.

Concentration et financiarisation des médias; consolidation du pôle réactionnaire dans le champ

journalistique; hégémonie du modèle low-cost de «l'information en continu»; indépendance des rédactions; pratiques professionnelles et formation des journalistes; emprise des sondages (et des instituts qui en font commerce); service public de l'information et de la culture; soutien des médias indépendants... les questions brûlantes sont nombreuses. Et toutes les forces de gauche – politique, syndicale, associative, médiatique – engagées dans des luttes d'émancipation doivent impérativement les mettre à l'agenda le plus tôt possible. Des perspectives se dessinent d'ores et déjà. Pour nous aider à pousser dans ce sens et à prendre toute notre part dans cette bataille, soutenez-nous! ■

Écologie: la bataille est (aussi) médiatique

Comment lutter contre la dépolitisation des enjeux environnementaux dans les grands médias? Qu'en donnent à voir les JT? Comment sont traités les militants écolos dans l'audiovisuel? *Quid* de la répression des journalistes? Comment informer sous les pressions commerciales et politiques? C'est pour répondre à ces questions, et à d'autres encore, qu'Acrimed et Reporterre ont organisé une journée de débats le 28 septembre 2024 à l'Académie du climat, à Paris. Nous en publions des extraits dans ce numéro (P. 6-19), en attendant, bientôt, les podcasts sur le site d'Acrimed.



Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

Maison des associations
6 cours des Alliés
35000 Rennes

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaires de rédaction

Maxime Friot et Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Lucie Barette, Jean-Baptiste Comby, Maxime Friot, Blaise Magnin, Gilles Martinet, Olivier Moreau, Pauline Perrenot, Olivier Poche, Mathias Reymond

Une

Tommy Dessine

Dessins

Colloghan et Tommy Dessine

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Jean Luc, Minimum

Achévé d'imprimer en 10/2024 par Corlet Imprimeur
14110 Condé-en-Normandie
n° d'imprimeur: 2410.0455
Imprimé en France

Dépôt légal: octobre 2024
Commission paritaire: 1228 G 91177
ISSN: 2256-8271



MAPRIM'VERT



LA RELÉGATION MÉDIATIQUE DE L'ÉCOLOGIE

Dépolitisation, mode d'emploi.

Arbitrage des stratégies militantes, dépendance au calendrier et à la communication gouvernementaux et institutionnels, dépolitisation de l'information au profit de récits sensationnalistes et de « l'actualité chaude » : c'est le traitement auquel semblent vouées les questions environnementales. En dehors de quelques « événements » réguliers ou exceptionnels (publication de rapports du GIEC, sommets institutionnels, « Convention citoyenne pour le climat », discours de Greta Thunberg à l'Assemblée nationale et à l'ONU, grèves scolaires et marches pour le climat), l'écologie reste trop souvent dans l'angle mort des rédactions. « *Alors que des élections présidentielle et législative se profilent, alors que les scientifiques ne cessent de nous alerter sur l'urgence climatique [et] sur l'effondrement du vivant, le travail médiatique n'est pas à la hauteur des enjeux* » alertaient par exemple trois associations de journalistes spécialisés en 2022, à l'origine d'un appel à ce que la presse « se ressaisisse »¹. Quelques mois plus tard, « L'Affaire du siècle » (regroupement de plusieurs ONG) révélait que les questions climatiques n'avaient représenté que 3,6 % du « volume rédactionnel » de 120 médias entre février et avril 2022². Un bilan qui amusait beaucoup Christophe

Barbier (et les seize autres éditorialistes) sur le plateau de France 2, à une semaine de l'élection présidentielle : « *On a quand même parlé de biodiversité ! Extinction des socialistes, réintroduction du Roussel dans la campagne, espèce invasive avec Zemmour. Finalement on a parlé un peu d'écologie !* » (2 avr. 2022)

Prolongeant une décennie de disette³, ce désintérêt des chefferies éditoriales explique en partie un traitement largement carencé. En juillet 2020, l'ONG Reporters d'Espoirs publiait une longue enquête éloquent, notamment, la part dédiée aux questions climatiques sur un mois-type (20 oct. – 20 nov. 2019) dans la presse quotidienne nationale et régionale mais également dans plusieurs segments d'information très suivis de l'audiovisuel : les JT de TF1 et France 2, les journaux de 8h sur France Inter, RTL et RMC et enfin, deux tranches d'« actualité » sur BFM-TV et France Info. Si l'ONG notait alors une nette progression des sujets environnementaux (intempéries, pollution, déforestation, biodiversité, transition énergétique, etc.) au regard de la décennie 2010, ces derniers ne sont que très rarement contextualisés et liés au réchauffement climatique : « *moins de 1 % [d'entre eux] en moyenne, avec des pointes à 2 % sur les chaînes d'info et à près de 5 % pour certains quotidiens nationaux.* » L'ONG

1. « Amis journalistes, ressaisissons-nous ! », AJE, JNE et AJSPI, 11 janv. 2022.

2. « Présidentielle : le climat n'a occupé que 3,6 % du temps médiatique ces deux derniers mois », *Libération*, 8 avr. 2022.

3. « Climat : Pourquoi "le sujet le plus important du monde" ne fait presque jamais la une des newsmagazines français », *Acrimed*, 28 sept. 2015.

critiquait en outre la quasi-absence de sujets dits «constructifs» – c'est-à-dire exposant des initiatives en réponse aux bouleversements climatiques – dans l'audiovisuel, dont les angles ont «pour point commun de se rapporter à l'autonomie des individus». On pourrait espérer que les actions militantes fassent l'objet d'un traitement plus aigu. Plusieurs études de cas menées par Reporters d'Espoirs montrent au contraire combien le sensationnalisme et la personnalisation l'emportent généralement sur une information donnant à comprendre le fond des enjeux écologiques, pourtant pointés et documentés par les collectifs en question.

Bien que des reportages (et une poignée d'émissions du service public radiophonique) fassent office de contre-exemples, la couverture médiatique dominante de l'écologie continue de pâtir d'une dépolitisation manifeste. Si le poids des contraintes commerciales et la marginalisation des journalistes spécialisés expliquent en partie le phénomène, il révèle surtout l'incapacité de la plupart des journalistes, et plus encore des chefferies éditoriales, d'envisager l'incompatibilité fondamentale du système capitaliste et de ses modes de (re)production avec la protection et la préservation des écosystèmes (P. 20). Et d'informer le public en conséquence. À ce titre, l'émoi de Laurent Delahousse, déambulant dans l'Élysée en compagnie d'Emmanuel Macron en décembre 2017, n'a malheureusement pas pris une ride: «Depuis quelques jours, vous êtes le leueur de fonds pour la planète, vous avez mis en place un nouveau leadership, et en même temps, la volonté d'un capitalisme écologique nouveau s'enthousiasmeait le présentateur d'un 20h à paillettes, avant d'enfoncer le clou: «Vous êtes en train de révolutionner quelque chose. Un écologiste pur et dur depuis des années, un peu à gauche, il se dit: "Emmanuel Macron, il est en train de substituer notre combat par du capitalisme". Pour eux c'est terrible à entendre, vous imaginez?! [...] Il y a un chemin à faire, pour un certain nombre d'écologistes historiques, de se dire que c'est la finance qui va venir régénérer les espoirs de notre planète?»

Bien plus qu'une facétie passagère, cette déclaration énamourée verbalise en réalité la croyance inébranlable des hauts-gradés et dirigeants des médias dans la «finance environnementale» et le «verdissement» du capitalisme, comme dans la capacité de ce dernier à adapter

“Il y a un chemin à faire, pour un certain nombre d'écologistes historiques, de se dire que c'est la finance qui va venir régénérer les espoirs de notre planète?”

Laurent Delahousse



des modes de production et à générer les développements (technologiques) à même de sauver l'environnement et la biodiversité du désastre. Une croyance qui se décline dans l'infinité de magazines célébrant les dernières innovations de l'industrie des transports et de l'énergie; passant en revue la gamme des «petits gestes» entrepris par les grandes multinationales, le gouvernement et la cohorte des petits entrepreneurs «verts», en particulier dans le secteur du tourisme; ou filmant la «mère-nature» défigurée aux sons de musiques catastrophistes et de graves commentaires, ensevelissant systématiquement les causes sous la télégenie des catastrophes. La magie des médias capitalistes nous offre parfois la panoplie complète, en particulier lorsque leurs pôles commerciaux décident d'investir les questions écologiques comme un segment juteux sur le marché de «l'information».

C'est, par exemple, ce que donne à voir le groupe M6 depuis 2020, qui organise chaque année sa «green week», colorie en vert son logo pour l'occasion et communique tambour battant: «Les antennes du groupe M6 se mettent au vert avec une programmation inédite pour la semaine green! Groupe M6, engagé par nature.» Une réclame vidéo pour la session 2021, à mi-chemin entre les publicités Benetton et les «powerpoint»

de communicants experts ès *greenwashing*. Au programme ? Des magazines « anti-gaspi » célébrant les bienfaits des « *cotons lavables* » et autres « *tendances écolos du moment* », des documentaires exclusifs sur le « *tourisme vert* » au Costa Rica – où « *certaines grandes fortunes créent des communautés éco-responsables de luxe* » –, ou encore des reportages prodiguant aux automobilistes des conseils pour bien choisir leur « *carburant vert* » et aux petits-bourgeois en mal de frisson forestier, la liste des meilleurs matériaux pour construire leur propre « *tiny house* » ou leur propre « *habitation bioclimatique* » et ainsi, réaliser « *des économies, notamment sur les factures d'énergie* ». Le tout noyé dans une bonne dose de sidération, avec la diffusion des films de Yann Arthus-Bertrand, invité « *spécial* » de la matinale d'Alba Ventura qui, dès le lendemain, chantera la complainte du libéralisme en la mineur. Et parce que la honte n'effraie pas les « *marketeurs de l'info* », le spectacle s'épanche, entre deux pages de publicité, dans un consumérisme effréné. Rappelons que le groupe M6, qui ne manque pas de célébrer les audiences de la « *greenweek* » pour appâter les annonceurs, capte chaque année plus d'un quart des revenus publicitaires de l'audiovisuel – 28 % en

2020, année de confinement, donc de baisse historique – derrière le groupe TF1 : l'équivalent de 736,8 millions d'euros, soit près de 99 % de son chiffre d'affaires ...

Paroxystiques de l'indigence médiatique, ces productions n'en restent pas moins l'alpha et (presque) l'oméga du périmètre éditorial autorisé, vissé aux ressorts de la communication institutionnelle et véhiculant généralement le récit d'un « *grand malheur sans cause* ». Symptôme éloquent : le succès médiatique d'un terme comme « *résilience* », inversement proportionnel à la formulation des désastres écologiques en termes de « *délinquance* » ou de « *criminalité* ». Comme l'explique le sociologue Grégory Salle (P. 25), un ensemble de pratiques – et notamment, tout ou partie des actions conduites par les multinationales du capitalisme fossile ou les gouvernements en toute « *légalité* » – sont laissées dans l'ombre par de telles catégories,

“Si demain on roule en 4x4, est-ce que ce sera un crime contre l'écologie? Si on mange deux steaks par semaine au lieu de trois, est-ce que ce sera un crime contre l'écologie?”

Patrice Romedenne

Journalisme radical contre l'écologie

Le 16 juin 2022, à la suite d'une action de blocage d'une autoroute par le collectif Dernière rénovation, engagé dans la lutte contre les « *passoires thermiques* », Apolline de Malherbe conduit une interview de l'une de ses militantes, Sasha, et du député Matthieu Orphelin (alors dissident d'En Marche), présent en duplex. « *Canicule: faut-il plus de radicalité pour une vraie prise de conscience?* » interroge l'émission, dont l'objectif s'avère très vite limpide : réprimander la militante sur la « *forme* » de son militantisme. Un symptôme : Apolline de Malherbe s'exprime plus longtemps que son invitée, qui est interrompue à treize reprises et ne bénéficie pas plus de 25 secondes en continu pour s'exprimer, au

contraire du député, auquel l'animatrice accorde trois longues prises de paroles (une seule interruption). Si Sasha tente de systématiquement recadrer l'entretien sur les problématiques écologiques et le fond de sa revendication (un plan de rénovation thermique des bâtiments), c'est peine perdue, tant l'obsession des journalistes pour la stratégie militante n'engendre que des prises à partie : « *Vous vous êtes assis sur une route!* » ; « *Vous dites juste "s'asseoir" comme si c'était gentil!* » ; « *Est-ce que vous n'avez pas l'impression qu'au fond, la cause va se retourner contre vous, c'est-à-dire que vous allez au contraire braquer les gens?* » ; « *Vous avez bien vu face à vous*

que vous aviez suscité une forme de découragement et même de colère des usagers qui étaient dans leurs voitures, qui sont sortis de leurs voitures et qui ont dit, mais laissez-nous juste aller bosser quoi! » ; « *Beaucoup d'auditeurs estiment que vous vous trompez de combat* » ; « *Est-ce que vous avez d'autres modes d'action?* » ; « *Est-ce que vous allez tenter le dialogue avec les élus?* » ; « *Il faut faire des compromis pour essayer de faire avancer les choses!* » La militante ayant en outre l'outrecuidance de ne céder à aucune injonction et d'affirmer qu'il n'y a « *pas de compromis à avoir sur la rénovation énergétique des bâtiments* », l'agacement de l'animatrice – et son

mépris – coulent à flots : « *D'accord. Donc vous, vous ne changerez rien!* » ; « *J'ai l'impression d' façon que vous ne m'écoutez pas donc euh... Je peux vous poser les questions mais alors pffouuu! Oh là là! Vous, vous êtes dans votre TGV là!* » ; « *D'accord... Vous faites c'que vous voulez en fait... Pfff...* » A contrario, les « *bons* » mots de Matthieu Orphelin valent au député les « *bons* » points de l'animatrice : « *Vous avez toujours prôné quelque chose qui est davantage dans le dialogue et qui, en tout cas, s'inscrit dans la question de la démocratie.* » En définitive, cette interview n'aura appris qu'une chose à ses auditeurs : rester dans les clous de la bienséance médiatique. ■

qui n'existent dans la grammaire journalistique, au mieux, que dans leur conception minimaliste: désigner les atteintes *illégales* à l'environnement. Bien au-delà d'une bagatelle sémantique, le sociologue y voit la manifestation du «pouvoir symbolique» des médias – celui de la reproduction de l'ordre social et économique tel qu'il va.

En matière d'écologie politique, la délimitation du périmètre acceptable s'est, enfin, particulièrement illustrée dans la réception médiatique des 149 propositions issues de la «Convention citoyenne pour le climat», en juin 2020. Parasité par les éditorialistes, le débat public audiovisuel a vu le retour en force de la mobilisation contre «l'écologie punitive». «*Dictature écolo-protectionniste*» ose même l'économiste Jean-Marc Daniel sur BFM-Business (19 juin 2020); «*C'est quand même la consécration de l'écologie punitive, anti-croissance et dépensière*» renchérit son confrère Emmanuel Lechypre sur BFM-TV. *Ce qui est certain, c'est qu'on file à toute allure vers la crise économique et le chômage de masse.*» Au 20h de TF1, François Lenglet ricane d'un «voyage vers la décroissance» – «ce que vise en fait la convention, c'est revenir à l'économie du confinement à perpétuité» – tandis que sur LCI, le directeur de la rédaction du *Figaro Magazine*, Guillaume Roquette, affiche au grand jour son amour de la démocratie: «*Cent cinquante personnes ont été certes tirées au sort, mais ce qu'il faut dire c'est qu'ensuite, pendant des mois, elles ont été réunies, et elles ont été évangélisées en quelque sorte, par des experts, par des hauts fonctionnaires, qui étaient tous du même avis: c'est à dire que l'écologie ne peut être aujourd'hui que punitive. Quand vous regardez ces cent quarante-neuf propositions, presque aucune n'est positive!*» Sur France Info, l'inénarrable Patrice Romedenne table une fois de plus sur la bêtise pure et simple: «*Un écocide, c'est quoi? Un crime – hum! – contre l'écologie? Alors si demain on roule en 4x4, est-ce que ce sera un crime contre l'écologie? Si on mange deux steaks par semaine au lieu de trois, est-ce que ce sera un crime contre l'écologie?*» (22 juin 2020) Même tonalité du côté du présentateur d'«E=M6» sur Twitter: «*Tu as une voiture? Écocide! Tu fais du feu dans ta cheminée? Écocide! Tu respires trop fort? Écocide! Le «crime d'écocide», s'il entre dans la loi, fait craindre les pires dérives.*»

**“Tu as une voiture?
Écocide! Tu fais
du feu dans ta
cheminée? Écocide!
Tu respires trop
fort? Écocide! Le
«crime d'écocide»,
s'il entre dans la
loi, fait craindre
les pires dérives.”**

Mac Lesggy

Mac Lesggy



Bref, on l'aura compris: en dehors de la «loi Climat» d'Emmanuel Macron, point de salut! Ce qui, du reste, semble autoriser la désinformation de long terme: le 12 septembre 2022, au micro de France Inter, Olivier Véran pouvait encore affirmer que «85% des propositions [de la Convention climat] ont été retenues et appliquées» par le gouvernement. Un gros mensonge de notoriété publique, démonté par Reporterre plus d'un an et demi auparavant⁴, mais qui ne suscita pas la moindre correction des deux animateurs... Comprenons-les, les tenants du système médiatique ont «la flemme». Ainsi que le reconnaissait de façon cristalline Jean-Michel Apathie sur le plateau de France 2 (2 avr. 2022): l'écologie pose «plutôt un problème de système. Il faudrait changer tellement de choses, remettre en cause tellement d'équilibres économiques et sociaux pour être à la hauteur de ce que va être la crise climatique que nous n'avons pas encore collectivement la volonté de le faire. Et donc ce sont des débats que nous évitons. C'est pour ça que l'écologie ne structure pas encore le champ politique.» Ou plutôt pour cela qu'elle ne structure pas le champ journalistique, dont les élites se chargent de condamner aux oubliettes l'ampleur des travaux universitaires et scientifiques et avec eux, les chercheurs hétérodoxes et toute une partie de la gauche politique et militante. ■

4. «Convention pour le climat: seules 10% des propositions ont été reprises par le gouvernement», Reporterre, 31 mars 2021.

« IL VA FALLOIR REPOLITISER CETTE QUESTION »

Extraits de la première table ronde
de l'événement organisé par Acrimed
et Reporterre le 28 septembre
à Paris, animée par Hervé Kempf
(Reporterre), avec la journaliste
Paloma Moritz (Blast)
et le sociologue Grégory Salle.

Hervé Kempf Je sollicite la plus grande attention, puisque nous commençons maintenant une grande journée: « Médias et écologie: La bataille est politique! » [...] Le contexte dans lequel on est, c'est [celui] d'une catastrophe écologique dont on a le sentiment qu'elle est peu ou mal traitée par les médias. [...] Au vu de ce constat, Acrimed [...] nous a proposé il y a quelques mois de faire un point: médias et écologie, où en est-on ? On a accepté avec enthousiasme, et d'autant plus que les choses bougent, c'est-à-dire que la bonne nouvelle, quand même, dans ce paysage, c'est que les médias indépendants sont plein de vigueur, trouvent de plus en plus leur public, vont souvent bien économiquement. C'est le cas de Mediapart, c'est le cas de Reporterre, c'est le cas, je crois, de Blast. [...] Le paysage n'est pas aussi négatif qu'on pourrait le croire et, en même temps, on se rend bien compte que, dans le domaine de l'écologie, il y a une offensive de l'extrême droite très forte. [...] On se rend compte que, clairement, l'écologie

n'est plus, sur le plan informationnel, dans une phase de prise de conscience. Ça a été longtemps le cas. Il fallait alerter – c'est toujours nécessaire – mais maintenant on est rentré dans un jeu de bataille culturelle. Quelle interprétation des problèmes écologiques va pouvoir s'imposer ? [...]

Paloma Moritz Je pense qu'aujourd'hui, avec les médias indépendants, on a montré qu'une autre façon de faire de l'information était possible. Et c'était peut-être un espace de respiration qui manquait jusqu'alors. [...] De voir ce qu'en [disent] les médias français, c'est terrifiant. C'est-à-dire

« Avec les médias
indépendants, on a montré
qu'une autre façon de
faire de l'information
était possible. »

Paloma Moritz

que sur Sud Radio, j'ai vu des extraits de personnes qui disaient: « Mais regardez, il fait un temps pourri en France, donc, en fait, il est où le réchauffement climatique ? Est-ce que le réchauffement, ça commence par un refroidissement ? » [...] Et sur RMC, par exemple, il y avait un débat [typique] des débats de plateau, où maintenant comme l'économie des médias est de plus en plus restreinte, on prend des gens qui, en général, ne sont pas du tout spécialistes d'une thématique, on les met autour d'un plateau et on discute pendant une heure, pendant deux heures, pendant trois heures. Les « Grandes gueules », c'est trois heures de débat: ils m'avaient demandé de devenir chroniqueuse, non merci ! Et le bandeau, c'était: « Quarante-trois départements en alerte canicule. On s'en fout ou pas ? » [...] On voit que c'est de plus en plus médiocre, qu'il y a de plus en plus de violence dans les propos qui sont tenus, c'est de plus en plus les mêmes personnes qui ont la parole. Il y a vraiment une droïtisation du paysage français, que ce soit aussi bien sur la télévision que dans la presse écrite. [...] Il y a de plus en plus de personnes qui se disent: [...] nous, on veut avoir accès à un autre type d'information – faire sens, prendre de la hauteur sur ce qui est en train de nous arriver, qui est extrêmement complexe, qui est extrêmement anxiogène aussi [...], et donc vont se tourner vers les médias indépendants. [...] Je pense sincèrement que la question écologique implique de poser d'autres lunettes sur le monde et donc, à partir de là, on voit le monde totalement différemment et on peut tirer énormément de fils. Il y a une nécessité de comprendre ce qui se passe concrètement: [...] c'est là où nous on intervient en tant que journaliste, pour lire les rapports scientifiques et essayer de les rendre les plus compréhensibles possibles. [...] Ce genre de vidéos de vulgarisation peuvent très bien fonctionner. [...] C'est très difficile aujourd'hui, dans la confusion généralisée, de comprendre, par exemple, toutes les implications des politiques écologiques qui sont menées. J'ai fait beaucoup de vidéos sur le bilan

écologique d'Emmanuel Macron, [...] c'est aussi là où on intervient pour débunker tout ça. [...] Si on n'est pas là, nous, pour [ce travail], je pense que, malheureusement, il y en a peu qui le font, parce qu'aussi il y a peu de journalistes dans les médias traditionnels qui sont formés et [capables], s'ils entendent des raccourcis ou des absurdités, [de les contredire]. [...] Il y a le fait, aussi, d'inviter des scientifiques, des chercheurs, des chercheuses, mais aussi des personnes qui vont plus être sur le thème de la philosophie pour faire sens [sur] ce qui est en train de nous arriver. [...] Et aussi aller faire des reportages sur le terrain pour raconter, par exemple, l'A69, dont les activistes sont sans cesse réprimés. J'y suis allée il n'y a pas longtemps pour un reportage, et j'ai vraiment eu l'impression d'être sur un terrain de guerre à un moment. [...] Mais il y avait très peu de journalistes de médias traditionnels qui étaient là pour raconter ça. [...]

Grégory Salle Il y a un sociologue français, [...] spécialiste du traitement médiatique de l'écologie, qui s'appelle Jean-Baptiste Comby, qui avait montré [...] un des biais médiatiques ordinaires: le fait d'insister sur les conséquences plutôt que sur les causes. [...] Et quand vous êtes exposé en permanence à des conséquences et pas à des causes, ou alors des causes qui sont trop lointaines ou trop générales ou pas socio-économiques, etc., ça renforce le sentiment d'impuissance [...]. Depuis, plusieurs résultats sont venus confirmer ça. [...] Des collègues suisses ont montré [...], à travers une analyse statistique d'un gros corpus, que le traitement médiatique ordinaire du changement climatique ou du réchauffement climatique insistait outre mesure sur soit des grandes causes lointaines et donc un peu inatteignables, impressionnantes et [...] qui nourrissent un sentiment d'impuissance, [soit] un traitement très, très localisé, mais qui, là, fait perdre, justement, la logique globale. [...] C'est soit très global, soit très local, avec insuffisamment d'articulation entre les deux. Et elle montre aussi quelque chose

qui est plus difficile aussi à cerner, mais qui, à mon avis, joue dans ce sentiment-là: c'est une surreprésentation des sciences de la vie et de la terre et des sciences de l'environnement, parfois pour le meilleur, mais une sous-représentation des sciences humaines et sociales. Ça tend à masquer un certain nombre de mécanismes sociaux, économiques, etc., qui permettent justement de relier ou d'essayer d'avoir des relations de cause à effet un peu plus intelligibles et donc, éventuellement, de donner des prises sur l'action. [...]

Hervé Kempf Est-ce qu'on est seulement dans un enjeu d'explication? Quand on regarde la façon dont se comportent les médias de droite et d'extrême droite, on ne va pas chercher à expliquer, on ne va pas s'appuyer sur les faits et on va dire: les écolos sont écolos-terroristes, ils veulent nous punir, c'est des gauchistes. C'est extrêmement agressif. Est-ce qu'en fait l'enjeu, ce n'est pas de poser la question écologique comme une question politique avec des adversaires, avec des méchants? [...]

Paloma Moritz C'est pour moi absolument essentiel, c'est-à-dire qu'on a tendance [...] à avoir une dépolitisation du

«On a tendance à avoir une dépolitisation du traitement médiatique de l'écologie.»

Paloma Moritz



traitement médiatique de l'écologie. [...] Il y a trop peu de traitement médiatique sur cette responsabilité. [...] Si on parle par exemple des multinationales fossiles, comme TotalEnergies, BP ou Shell, on les connaît. On sait qu'il y a eu toute une entreprise qui a été faite pendant des années, en dépensant des millions de dollars pour à la fois démentir le fait qu'il y a un réchauffement climatique, puis ensuite dire que ce n'était pas de la responsabilité humaine, et maintenant, on en est plutôt à semer le doute ou à dire que la technologie va nous sauver. [...] Et donc, il y a un moment, c'est sûr qu'il va falloir repolitiser cette question et dire quels sont les adversaires, quelles sont les personnes qui bloquent. [...] Ce sont les activistes écologistes qu'on accuse d'être violents, qu'on accuse d'être des terroristes, alors qu'il y a des personnes aujourd'hui qui, sciemment, font du profit en détruisant la vie. ■

« LE PREMIER DES BIAIS, C'EST LE SILENCE »

Extraits de la deuxième table ronde de l'événement organisé par Accrmed et Reporterre le 28 septembre à Paris, animée par Antonin Padovani (Accrmed), avec Léa Guedj (Reporterre), Louna Wemaere (Quota Climat), Raphaël Demonchy (Climat Médias) et Béatrice Héraud.

Antonin Padovani Les différentes crises écologiques [...] sont de plus en plus traitées dans les médias, [mais] de manière assez disparate. Souvent, ces médias ne prennent pas le temps de lier les causes aux conséquences. On assiste parallèlement à l'avènement [...] d'un pôle médiatique d'extrême droite qui a tendance à décrédibiliser l'écologie politique et radicale. [...] Quelles sont aujourd'hui les pratiques journalistiques qui existent et comment les journalistes, dans les grandes rédactions, traitent ces sujets ? [...]

Béatrice Héraud La question du lexique, et parallèlement aussi la question du lexique dans l'image, est hyper importante. C'est le troisième point de la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique », à laquelle j'ai participé. C'est important parce que le langage véhicule forcément une idéologie et une façon de voir le monde. [...] On voit qu'il y a un glissement sémantique du côté de

l'économie. [...] Par exemple, pour parler de populations de poissons, des bancs de poissons, on va parler de « stock halieutique ». [...] [C'est] une vision très utilitariste de la nature. [...] Il y a un autre mot que je trouve assez parlant, c'est le mot de « bio-carburant », qui véhicule quelque chose de positif et là, on est plutôt dans les questions de greenwashing. [...] C'est donc de l'éthanol fait à partir de betteraves, mais c'est aussi du diesel fait à partir d'huile de palme, [...] ça rentre en concurrence avec les cultures, ça provoque des expulsions de populations. Est-ce qu'on ne ferait pas mieux de parler d'« agro-carburant », est-ce que ce ne serait pas plus juste ? [...]

Louna Wemaere Nous, on fait un travail de veille à peu près quotidien sur l'ensemble du spectre médiatique et on se rend compte qu'on a encore un lexique assez généralisant, généralisateur, ou alors un peu biaisé. [...] On se rend compte qu'il y a plusieurs écueils dans lesquels les médias

tombent quand ils parlent d'écologie. Premièrement, on a une carence quantitative : on en parle très peu. On mesure, avec un observatoire des médias sur l'écologie qu'on a fondé avec un consortium, qu'aujourd'hui l'écologie stagne autour de 5% du temps d'antenne dans les médias. La qualité ensuite. Il y a le lexique, il y a les visuels qu'on utilise, qui sont souvent très angoissants, paralysants, notamment pour les conséquences et les événements climatiques extrêmes. Il y a les experts qu'on invite sur les plateaux : il y a moins de chercheurs que d'éditorialistes, il y a une confusion qui est rapidement faite entre faits et opinions. Il y a aussi un problème de transversalité : on cantonne énormément les sujets écologiques à la rubrique environnement, c'est-à-dire qu'on les dépolitise, on les ramène souvent à l'angle scientifique, et on les dé-priorise. On a l'impression que c'est un débat réservé à des chercheurs ou à une communauté académique, alors qu'il y a plein d'autres leviers sociaux, politiques, démocratiques sur lesquels on doit et on peut jouer. Et la quatrième carence qu'on observe, c'est la dissonance. La dissonance entre les contenus éditoriaux entre eux [...] et la dissonance entre les contenus éditoriaux et les contenus publicitaires, c'est-à-dire, comme vous l'avez sûrement déjà vu à la télé, une pub pour un SUV et ensuite un débat sur l'écotaxe. [...] [La dépolitisation passe aussi] par une « stratégie », parfois organisée, d'autres fois non, de décrédibilisation des messagers, notamment les mouvements environnementaux. C'est facile : on invalide le messager et donc il ne fait plus partie du débat, il est catégorisé comme trop militant. [...]

« Aujourd'hui, l'écologie stagne autour de 5% du temps d'antenne dans les médias. »

Quota Climat

Antonin Padovani Léa, dans ton article [sur les médias d'extrême droite et l'écologie]¹, [...] tu parles de « climato-déni ». Est-ce que tu peux nous expliquer ce basculement que tu as pu observer et quelle place ça prend aujourd'hui dans la sphère médiatique ?

Léa Guedj Les médias d'extrême droite, comme *Valeurs actuelles*, vont dire : d'un côté la vraie science et de l'autre la science religieuse, la science totalitaire, la science des écologistes de gauche qui ont une foi infinie dans le Giec, qui est en fait un cartel de recherche qui balance des choses comme ça sans douter. [...] Le [terme de] « climato-déni » est meilleur que [celui de climato-scepticisme]. Car ce n'est pas du scepticisme, c'est de la remise en cause du consensus scientifique. [...] C'est du déni, c'est-à-dire la négation de la crédibilité scientifique du processus scientifique lui-même, tout en disant : non, mais le processus scientifique, c'est nous qui l'avons. [...] [Ça s'accompagne d'un discours :] nous sommes contre la doxa, nous laissons la liberté de ton – ce qui est quand même assez ironique quand on sait qui détient ces médias. C'est-à-dire qu'ils revendiquent énormément de liberté de ton, mais en même temps leur liberté de ton est quand même très, très cantonnée [au] cadre idéologique de Bolloré et consorts. [Cette] idée se traduit par l'invitation d'experts qui ne sont « jamais invité nulle part », parce qu'ils sont « ostracisés par la doxa », mais en réalité, « vous ne le savez pas », mais c'est eux « qui ont la vraie science ». [...] L'« écolo-discrédit », [lui,] se développe du fait que les médias d'extrême droite eux-mêmes [...] ne peuvent plus se permettre de nier la réalité. [...] Ils [vont donc] taper sur le messenger. Ça veut dire quoi ? [...] Élisabeth Lévy : les militants sont

« On a l'impression que c'est un débat réservé à des chercheurs ou à une communauté académique, alors qu'il y a plein d'autres leviers sociaux, politiques, démocratiques sur lesquels on doit et on peut jouer. »

Quota Climat

des « tubercules en bermuda » qui occupent « d'immenses zad insalubres », les journalistes [...] se muent en « menaçants perroquets logorhétiques » [...] qui ont tous « gobé la propagande du Giec ». [...] Et en même temps, elle écrit : « À Causeur, au risque de vous surprendre, nous ne nions pas le changement climatique. » [...] Il y a une espèce de boucle infinie et un peu contradictoire, et l'« écolo-discrédit » permet de maintenir cette idée : nous sommes la liberté d'expression tout en étant sous la coupe de milliardaires. [...]

Raphaël Demonchy Chez Climat Médias, on est moins téméraires : on ne traîne que sur les JT de TF1, France 2, M6, Arte. [...] Cette distinction entre les gros JT *mainstream*, versus les chaînes du groupe Bolloré par exemple, c'est un choix délibéré. Il y a encore quinze millions de personnes qui regardent les JT tous les soirs sur les principales chaînes. Je ne sais pas quelle est la porosité entre ces spectateurs-là et CNews, etc., c'est difficile à savoir, mais toujours est-il que l'information très généraliste passe aussi encore beaucoup par les JT [...]. [Pour] la couverture de luttes – comme

celle de l'A69, qui nous semble être assez iconique depuis quelques années [...] –, on va forcément être beaucoup moins dans la caricature. [...] Mais le premier des biais, la première solution pour discréditer l'action et discréditer une lutte, c'est de ne pas en parler. Il a fallu attendre des mois d'écureuils [les militants mobilisés contre l'A69] perchés dans des arbres pour commencer à parler du sujet en 2023. [...] Il a fallu qu'une manifestation soit organisée, massive, quelque temps après celle de Sainte-Soline, qui avait été dramatique, pour que les médias commencent à s'intéresser au sujet. Évidemment, il ne se sont intéressés qu'à la manifestation et ne se sont pas du tout intéressés à la lutte en elle-même. La lutte, ce n'est pas une manifestation : la lutte, c'est des mouvements dirigés dans les tribunaux, c'est des recours dans tous les sens, c'est des centaines de militants qui sont impliqués à travers le territoire. [...] Mais on ne parle que de la manifestation. [...] Ils n'ont pas parlé de Thomas Brail qui commence une grève de la faim : silence. Ils n'ont pas parlé de Thomas Brail qui commence une grève de la soif : silence. Ils n'ont pas parlé d'une tribune de cent cinquante chercheurs toulousains qui ont dit non, il ne faut absolument pas faire ce projet d'autoroute² : silence. Ils n'ont pas parlé de l'article qui a été signé par 1 500, je crois, chercheurs en France, qui disait : ça fait partie des projets du passé, il faut arrêter³. [...] On a refait les comptes précis : [...] sur plus de 10 000 sujets dans les JT de TF1 et France 2 (midis et soirs) depuis janvier 2024, on a 14 sujets qui sont liés à l'autoroute A69. C'est un silence terrible. Encore une fois, on ne parle des sujets que quand il y a une manif... et quand on monte les sujets d'une façon bien spécifique. C'est-à-dire qu'on va parler de la préparation des forces en présence, on va parler du nombre de CRS qui sont présents, on va parler du nombre de black blocs qu'on attend, etc. Et encore une fois, on ne parle pas du fond. Et ça, c'est vraiment symptomatique du traitement de toutes les luttes, qu'elles soient écolos, sociales, peu importe. [...]

1. « Dans les médias d'extrême droite, une croisade anti-écologie », Reporterre, 28 sept.

2. « Les 200 scientifiques de l'Atécopol demandent l'arrêt immédiat des travaux de l'A69 », blog Mediapart, 24 sept. 2023.

3. « Pour nous, scientifiques, l'autoroute A69 est un de ces projets auxquels il faut renoncer », *Le Nouvel Obs*, 4 oct. 2023.

« Les médias d'extrême droite, comme *Valeurs actuelles*, vont dire : d'un côté la vraie science et de l'autre la science religieuse, la science totalitaire, la science des écologistes de gauche qui ont une foi infinie dans le Giec. »

Léa Guedj



Léa Guedj [Pour revenir sur] les médias d'extrême droite, il y a des experts, donc ces experts qui sont soi-disant ostracisés par la doxa dominante, qui vont venir sur ces plateaux-là. Et, ce qui est vraiment intéressant, [...] c'est la manière dont les médias d'extrême droite se positionnent. C'est la manière dont ils les reçoivent : [...] il y a l'absence de contradiction, mais je pense que ce n'est pas le plus important. Le plus important, c'est la manière complaisante [avec] laquelle ils sont reçus et le message caché qui est derrière cette complaisance. Quand Pascal Praud va recevoir un « climato-dénialiste », il va le recevoir en disant : « On ne vous entend nulle part, ce livre que vous avez écrit, qui est extrêmement intéressant. Alors là, vraiment, je l'ai lu avec beaucoup d'intérêt. » Et en fait, l'autre positionnement qui vient après, pendant l'interview, et qui est un peu une manière de se protéger, parce qu'on sait que Pascal Praud, par exemple, en ce moment, se fait observer – il n'arrête pas de dire : « Pensez à moi, l'Arcom nous

écoute » –, [...] ça va être de dire : « Bon, vous dites ça, mais attendez, parce que si vous dites ça, on va nous tomber dessus. » [...] Il y a une validation du propos permanente avec une espèce de complicité insidieuse qu'il tente d'instaurer avec l'auditeur ou le spectateur. [...] C'est important, quand on parle de la manière dont

on parle d'écologie, de se poser la question de qui interroge ces experts. [...]

Antonin Padovani Face à toutes ces difficultés, il y a plusieurs marges de manœuvre qui éclosent [...] au sein des rédactions. [Par exemple] avec la « Charte pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique » [...]

Béatrice Héraud Cette charte, c'est un peu une sorte de guide pratique, de boîte à outils à destination des journalistes pour voir comment on peut mieux traiter ces sujets-là. [...] [Elle a été] signée par beaucoup de journalistes, 2 000, mais par beaucoup moins de rédactions, 150, essentiellement des rédactions déjà engagées sur le sujet. [...] Parce que les grands médias, aujourd'hui, veulent avoir leur propre charte. [...] *Le Monde*, *Radio France* ou *Ouest-France* ont ainsi élaboré leur charte, souvent très inspirée de la charte qu'on a créée... avec des petites choses en moins. Notamment sur le point dix, [à savoir]

« Sur plus de 10 000 sujets dans les JT de TF1 et France 2 depuis janvier 2024, on a 14 sujets qui sont liés à l'autoroute A69. C'est un silence terrible. »

Climat Médias

« Il faut accompagner les rédactions, les pousser et leur faire comprendre que ce qu'on voit dans la presse indépendante, c'est ce qu'on veut voir partout. »

Climat Médias

le modèle économique: le fait de porter attention [aux] financements. Ça, forcément, ça coince et, honnêtement, c'est ce qui a coïncé dans beaucoup de rédactions *mainstream* au moment de la signature de la charte. [...] Qu'est-ce que ça a changé? [...] Ça permet des discussions, avec les SDJ, voire avec les directions et les rédactions en chef. [...] Il y a beaucoup de journaux qui se sont posé la question de comment [...] mieux traiter ces questions [...]. Ce qui est venu assez vite, c'est: on n'est pas formés. On n'est pas formés parce que, dans les écoles de journalisme, certaines ont commencé à le prendre en compte, mais la plupart, aujourd'hui encore, en parlent finalement assez peu. [...] Et donc là, il y a eu un certain engouement, notamment dans la presse locale. [...] *Ouest-France*, par exemple, [a voulu former] l'ensemble de leur rédaction, avec les rédac-chefs. [...] Mais depuis quelques mois, on s'aperçoit que le contexte politique pèse quand même sur ces questions de formation et que ça baisse un peu. [...] Il y a un backlash qu'il ne faut pas nier. [...] Du côté des politiques, du côté économique, on parle moins de climat, on parle moins d'écologie, on parle encore moins de biodiversité. [...] Mais la crise écologique, elle, ne s'arrête pas. [...] Je voulais aussi revenir sur la question des pigistes. Il y a beaucoup de pigistes qui ont signé cette charte, et qui disent se sentir seuls

et se sentir démunis, parfois: [...] précarité de plus en plus grande, avec des piges qui sont de moins en moins rémunérées, avec des articles de plus en plus courts, il faut aussi [...] faire accepter ses angles, ses sujets. [...]

Louna Wemaere À Quota Climat, [...] on a travaillé avec des journalistes et des députés [...] à un projet de loi pour encadrer la qualité de l'information environnementale dans les médias, audiovisuels surtout. [...] L'objectif, c'est d'uniformiser un cadre qui permette à tous de reconnaître l'urgence écologique comme une priorité éditoriale. Le grand volet de la proposition de loi, ce n'est pas de brider la liberté d'expression ou la liberté éditoriale, [...] mais c'est de doter l'Arcom [...] d'un vrai mandat, de vraies compétences, pour réguler la qualité de l'information environnementale. [...] L'objectif n'est pas de dire aux journalistes comment parler d'environnement, mais juste de s'assurer qu'on en parle, sur l'état des

« Structurellement, il va falloir aussi qu'on s'organise dans les rédactions pour faire en sorte que les journalistes de différents services intègrent cette question-là. C'est à partir de ce moment-là aussi qu'on changera les choses. Il faut avoir cette vision systémique et pour l'instant on ne l'a pas. »

Béatrice Héraud

connaissances scientifiques et que, sur un plateau, on n'ait plus le droit de contredire le consensus établi par le Giec. [...] La proposition de loi va être déposée à l'Assemblée nationale en fin d'année, donc j'espère qu'on aura le temps de voir ces débats dans l'hémicycle courant de l'année prochaine. [...]

Raphaël Demonchy L'aspect réglementaire est très intéressant et important, [...] mais d'après nous, il ne peut pas suffire. [...] Il faut accompagner les rédactions, [...] les pousser [...] et leur faire comprendre que ce qu'on voit dans la presse indépendante, c'est ce qu'on veut voir partout. [...]

Léa Guedj Une réglementation qui me semble intéressante, c'est une réglementation sur la propriété des médias, qui a encore plus une influence sur comment on traite l'écologie dans les médias. [...]

Béatrice Héraud Il y a aussi la question des rédactions, comment elles s'organisent, parce que je pense que, structurellement, il va falloir aussi qu'on s'organise dans les rédactions pour faire en sorte que les journalistes de différents services, économique, politique, judiciaire, etc., intègrent cette question-là, et que ce ne soit pas simplement la rubrique planète qui s'occupe de ces sujets-là. C'est à partir de ce moment-là aussi [...] qu'on changera les choses. [...] Il faut avoir cette vision systémique et pour l'instant on ne l'a pas. ■

« ON NE VEUT PAS QU'ON PARLE DE NOUS, MAIS DE NOTRE COMBAT »

Marie Astier Sur cette table ronde, on a prévu de parler du rapport des militants écolos aux médias. [...] Quelles sont leurs stratégies pour essayer d'attirer l'attention des médias ? Comment [perçoivent-ils] la façon dont les médias parlent d'eux ?

Florian Aux Soulèvements de la Terre, au-delà des outils classiques [...], que ce soit les communiqués de presse, le fait d'avoir des relations presse, d'avoir des gens qui sont dédiés à entretenir des relations avec les journalistes, la forme [de nos] actions est propice à produire des images qui vont intéresser la presse. Que ce soit des images positives ou négatives d'ailleurs. [...] Lors des actions, notamment [contre] les bassines, il y a des dizaines de journalistes, il y a plusieurs équipes de télé pendant plusieurs jours. [...] Mais [même] si on intègre la presse et les images à nos réflexions, on ne va pas faire des actions purement médiatiques. L'intérêt qu'on voit dans le fait de faire des actions, c'est qu'elles ont un impact réel : sur des infrastructures, sur le fait de ralentir des chantiers, sur le fait de renforcer des communautés de lutte, des comités locaux, d'apporter des compétences à des gens, etc. On ne va donc pas forcément choisir nos objectifs en fonction de la manière dont ils vont être reçus

Extraits de la troisième table ronde de l'événement organisé par Accrimed et Reporterre le 28 septembre à Paris, animée par Marie Astier (Reporterre), avec Florian (Soulèvements de la Terre), Sébastien (Extinction Rebellion), Alizée (Dernière Rénovation) et Viviane (Comité de défense des jardins d'Aubervilliers).

dans la presse. On a défini ça comme un paradoxe dans notre livre¹ : le paradoxe de la recherche de visibilité médiatique. Ça peut produire des effets qui ne sont pas forcément ceux qu'on recherche.

Alizée Pour [atteindre] l'objectif de Dernière rénovation sur la médiatisation, il y avait deux types d'actions : des blocages de routes, [avec] l'idée de faire des actions répétées, et des actions [...] médiatisées [comme à] Roland-Garros, le blocage du Tour de France ou d'autres interruptions sportives. On a vu que grâce à une « action médiatique », [...] les médias se sont intéressés à nous. À l'époque, ça faisait cinq mois qu'on travaillait là-dessus, qu'on faisait déjà des blocages de routes et qu'aucun journaliste venait nous voir. Et

« Il y a un vrai combat global qui est grave, sauf que les médias ne regardent pas la lune, ils regardent notre doigt. »

Extinction Rebellion

¹. *Premières secousses*, La Fabrique, 2024.

quand on a réussi à faire une interruption sportive, là ça a créé un débat, les médias avaient envie de s'intéresser à qui on était et à ce qu'on faisait. [...]

Sébastien On aimerait que [les médias] s'intéressent à ce qu'on dénonce et à ce qu'on combat. C'est peut-être l'enjeu le plus difficile, parce que les médias vont [attendre] de l'action, du sang ou de la baston pour venir. On a donc besoin de faire des actions très impressionnantes pour faire venir des médias, alors qu'avant il suffisait de faire une action un peu jolie. [...] D'où notre problème du doigt et de la lune: on ne veut pas qu'on parle de nous – on veut qu'on parle un peu de nous –, mais on veut surtout qu'on parle de nos adversaires et de notre combat. [...] Il y a un vrai combat global qui est grave, sauf que les médias ne regardent pas la lune, ils regardent notre doigt. C'est un peu l'enjeu qu'on essaye de [relever] à chaque fois. [...] Parfois ça réussit, parfois ça ne marche pas.

Viviane Sur une lutte locale, [...] l'enjeu n'est pas forcément [de faire] le buzz pour tout le monde. Par contre, on a éprouvé le besoin de faire parler de nous dans les médias pour devenir un interlocuteur valable face aux décideurs publics. [...]

Florian Pour préciser ce que j'ai dit avant [...]: nous, on intègre la dimension médiatique dans la préparation de nos actions, mais [...] on ne va pas se contraindre en se disant: ça on ne va pas le faire parce que ça va être mal perçu. Tout l'enjeu, c'est de trouver des gestes et des actes qui traduisent ce qu'on veut dire directement. Pour un exemple: quand on a désarmé la bassine de Cram-Chaban en 2021, le discours dominant des agriculteurs et du ministère de l'Agriculture, à l'époque, c'était: les bassines sont remplies par l'eau de pluie, il n'y a pas de pompage. Du coup, le fait de démonter une pompe dans une bassine et de la brandir, ça prouve. C'est performatif. [...]

Marie Astier Les médias permettent d'obtenir une légitimité, de la visibilité et éventuellement qu'on discute du fond. [...] Mais est-ce que ça fonctionne? [...] Comment les médias parlent-ils de vous?

Viviane Nous, on a eu la chance d'attirer un spectre de médias assez large. [...] On a globalement eu un traitement honnête. On n'a pas eu trop à se plaindre de déformation, [sauf] une fois. [...] On avait des relais au sein du collectif qui connaissaient le milieu des médias, et c'est quand même très aidant. On a eu aussi des assos militantes qui avaient leur propre carnet d'adresses qui nous ont aiguillés vers les médias. [...] Notre lutte parle aux journalistes. [...]

Alizée Quand j'ai fait l'action Roland-Garros, [...] c'était douloureux à vivre, puisqu'en moins de vingt-quatre heures, après une sortie de garde à vue, il faut tout de suite être sur tous les plateaux télé, et répondre à tous les journalistes. C'était notre choix d'aller sur ces plateaux. C'est donnant-donnant: je peux être une bête de foire pour des journalistes, mais ça nous fait de la visibilité. [...] J'ai re-regardé des rushs de «Touche pas à mon poste». On y était beaucoup invités parce que, justement, on était un peu clivant et eux, en fait, c'est ce qu'ils aiment. Donc, on est allés plusieurs fois là-bas et à chaque fois très, très bien accueillis. Mais quand je les regarde, avec deux ans de recul, je vois comment on était un peu ridiculisés, aussi, d'une certaine manière. Cyril Hanouna nous traitait de gentilles personnes [...] et nous [prenait] pour des enfants qui ne sont pas au courant et pas responsables de ce qu'ils font. [...] Parce qu'à un moment donné, je me suis enchaînée sur un terrain de tennis, du jour au lendemain, tout le monde nous voulait dans les médias. Alors qu'hier, pas du tout. [...] Mais ça a permis, d'une certaine manière, de faire que, souvent c'était sur la forme de nos actions, mais la plupart du temps notre demande était mise dans les médias. Le fond n'était pas

«Avec deux ans de recul, je vois comment on était un peu ridiculisés, aussi, d'une certaine manière. Cyril Hanouna nous traitait de gentilles personnes et nous prenait pour des enfants qui ne sont pas au courant et pas responsables de ce qu'ils font.»

Dernière Rénovation

traité, mais notre demande était quand même relayée. [...]

Sébastien L'État, les communicants des lobbies et les grands médias vont avoir tendance à essayer de nous essentialiser, c'est-à-dire à nous renvoyer à une image qui fait que les gens ne peuvent pas s'identifier. [...] Ça a été un moment les écolos bobos, puis après les éco-terroristes, les jeunes illuminés... C'est une vraie stratégie qui, malheureusement, est reprise par les médias qui, en nous essentialisant, nous coupent du combat. Et ça, c'est un vrai problème. [...] On a pu le voir, par exemple, pour Dernière Rénovation: il y avait la grande chose de toujours essayer de dire, quand ils faisaient des blocages de routes: «Pensez aux conducteurs». C'est-à-dire: pousser les spectateurs à s'identifier aux conducteurs, mais pas aux rebelles.

Florian Est-ce que ça fonctionne? Je dirais que ça dépend de plein de paramètres. Ça dépend de quel média, forcément. [...] On essaye de réfléchir à des types de tactiques à mettre en place en fonction des dispositifs dans lesquels on va parler. C'est très

« Les médias ont tendance quasi-systématiquement à s'aligner sur la parole officielle, et à la considérer comme vraie et légitime. »

Les Soulèvements de la Terre

différent de parler depuis un camp en duplex, tout seul, et d'être sur un plateau avec des chroniqueurs hostiles ou des gens qui sont antagonistes. [...] Pour [la mobilisation contre] les bassines, [...] la criminalisation du mouvement et la perspective de la violence attirent énormément la presse, attirent les équipes télé, qui viennent nous parler de la violence. Sauf qu'en fait, il ne se passe rien. C'est juste des gens qui sont en train de faire des cantines et de monter des chapiteaux. Là, du coup, il faut profiter de ça. Ils sont là, ils nous posent la question « Vous ne redoutez pas des violences ? ». Il faut esquiver la question et dérouler. [...] Autre exemple : à Limagrain, [...] la première grosse manifestation après Sainte-Soline 2 (très lourdement réprimée), il y avait quatre ou cinq équipes télé nationale qui étaient là. Quand ils ont vu qu'on sortait les cotillons, des méduses en papier mâché et tout, il y a trois équipes

sur quatre qui ont remballé et qui sont parties à Paris, en mode : « Ils vont pas se taper, donc ça sert à rien qu'on reste ». [...] On appelle à désarmer l'empire Bolloré, donc ça serait un peu mal venu d'aller parler sur CNews. Il y a certains espaces dans lesquels on sait qu'on ne peut pas avoir une parole authentique. Nous, typiquement, on n'ira jamais sur « Touche pas à mon poste ». Le maximum qu'on ait fait c'était « Quotidien » et ça ne s'est pas super bien passé. [...]

Viviane Moi, j'ai toujours insisté sur mon identité. J'ai raconté ma vie, j'ai raconté que j'avais une enfant en bas âge, j'ai parlé des îlots de chaleur de ma banlieue qui est trop dense... J'ai joué du pathos. Ça marche plutôt bien. Et il y a un autre pathos que nous pouvions mobiliser facilement, c'est que quand on arrivait à faire venir des journalistes dans ces jardins ouvriers, au milieu d'une banlieue ultra dense, ultra bétonnée, ils avaient un choc : « Waouh, c'est beau ! » [...] On pouvait alors raconter une autre histoire, [montrer] une écologie désirable. [...] Et puis c'est une lutte à portée de métro ! [...]

Marie Astier Est-ce que [vous constatez] une évolution ces dernières années ? [...]

Sébastien Je vais prendre l'exemple du *Figaro*. [...] C'était un journal qui faisait des articles plus ou moins objectifs, qui pouvaient être critiques, mais qui [ne nous empêchaient pas] d'inviter leurs journalistes sur des actions. Aujourd'hui, j'ai pu assister à plusieurs articles qui étaient vraiment des pièges. Où le but de l'article est

de démonter les mouvements écolos. Il y a beaucoup de journaux et de médias qui ont évolué dans ce sens-là. [...] L'autre évolution qui est problématique, c'est la dictature de la dépêche AFP. [...] Si vous faites un buzz et que tous les journaux reprennent une dépêche AFP de vingt-cinq lignes, vous n'avez pas beaucoup de fond. Ça vient aussi de la paupérisation des journaux, [...] donc de la paupérisation de journalistes qui ont le temps de se former, d'être au courant des problématiques. Ça aussi, c'est un vrai problème par rapport au traitement de l'écologie. C'est d'avoir des gens qui sont envoyés mais ne savent rien. Ils prennent deux éléments du communiqué de presse, ils appellent le préfet, ils prennent la dépêche AFP, et voilà. [...]

Florian Avant les actions, il y a un cadrage médiatique [de la part du gouvernement], qui se porte uniquement sur les violences policières et sur la décrédibilisation de notre cause. [...] Avec la promesse d'une répression brutale : [...] les services de renseignements envoient des notes de renseignement aux médias. Il y a tant de centaines de black blocs qui sont attendus, donc, en conséquence, on va mobiliser tant de centaines de gendarmes, et tant de chars, et tant d'hélicoptères, et tant de drones, etc. [...] Il y a aussi une stratégie qu'ils mettent toujours en œuvre, c'est les photos de saisies d'armes. Ce qu'il faut savoir là-dessus, [...] c'est qu'il y a des dizaines de milliers de contrôles qui sont effectués pendant parfois des semaines avant l'action, sur un territoire immense. Ils vont tout noter, tout ce qui peut être considéré comme une arme. Des boules de pétanque, des jerricans d'essence, des hachettes que des élagueurs utilisent, sont considérés comme des armes. Et la préfecture ou la gendarmerie vont envoyer les photos aux journalistes, qui vont s'empresser de les relayer sans vérifier que, effectivement, c'est du matériel qui appartient aux militants. [...] Les médias ont tendance quasi-systématiquement à s'aligner sur la parole officielle, et à la considérer comme vraie et légitime. ■

« ON EST FACE À DES ACTEURS PUISSANTS, QUI ORGANISENT L'OPACITÉ »

Extraits de la quatrième table ronde de l'événement organisé par Accrimea et Reporterre le 28 septembre à Paris, animée par Lucas Baire (Accrimea), avec Benjamin Peyrel (Mediacités), Eros Sana (Basta), Pierre-Yves Bulteau (Splann), Elsa Souchay et Fanny Pigeaud.

Lucas Baire L'idée ici est d'avoir le point de vue de journalistes qui sont confrontés à des pressions extérieures pour pouvoir bien informer sur l'écologie. [...]

Eros Sana On s'est intéressés au fait que plusieurs grands groupes français se sont mis à s'accaparer des terres, [...] en Asie et en Afrique [notamment]. [...] Et parmi eux, il y avait le groupe Bolloré. [...] Quand on a sorti [un article sur Bolloré], en 2012, [...] il nous a attaqué [en justice]. [...] Puis il nous a attaqué sur un autre article. Au final, on a passé quatre ans et demi de procédure contre Bolloré. [...] Quatre ans d'attaque d'un avocat d'un immense cabinet [contre] des médias indépendants, qui sont fragiles, c'est extrêmement dur. C'est dur parce que ça coûte de l'argent, [...] ça a été des heures de travail, [...] et énormément de stress. [...] Une défaite en justice, c'était pour nous le risque que le média disparaisse. Pire, c'était le risque que la voix de ceux qui dénonçaient ce que faisait Bolloré ne soit plus entendue. D'où le terme de procédure-bâillon. [...] Finalement, en 2016, on a gagné face à lui, définitivement. [...] Il y a un *continuum*

entre détruire la planète, faire le plus de mal aux pauvres [et] enrichir les capitalistes. [...] À la fin, avec tous [ces] milliards, il a réussi à s'accaparer CNews et tout son empire de presse et d'édition. [...]

Fanny Pigeaud Je fais partie de ceux qui ont eu l'immense privilège d'être poursuivis par le groupe Bolloré, par Vincent Bolloré lui-même. [...] À chaque fois, ces poursuites étaient liées à des articles [...] sur ses activités en Afrique. [...] J'ai gagné à chaque fois contre lui. [...] La dernière procédure a duré cinq ans, je crois. Ce que je voudrais [pointer], c'est la difficulté qu'on peut avoir, quand on est journaliste français ou africain, dans des pays du Sud global, et donc de l'Afrique en particulier, [face aux] mécanismes des multinationales et en particulier celles qui font de l'extractivisme. [...] On retrouve, en pire, ce que décrit la journaliste américaine

Eliza Griswold dans son livre *Fracture* [...]: elles font des fausses promesses [...], elles profitent de la pauvreté pour récupérer leurs terres à bas prix, elles profitent du manque d'information des habitants sur la manière dont elles fonctionnent et les ravages que causent leurs activités, elles trichent quand il [le] faut, elles produisent par exemple des fausses études biologiques pour faire croire que tout va bien, elles s'acoquinent avec des élites locales, ça c'est très important, elles divisent les communautés [...], elles menacent ceux qui commencent à s'opposer et, finalement, elles sont aussi capables, évidemment, d'acheter le silence quand il le faut. [...] Quand on veut enquêter sur les pratiques de ces entreprises, c'est compliqué parce qu'on est face à des acteurs puissants, des multinationales [qui s'allient avec] les élites nationales [...] et vont organiser l'opacité. [...]

«Quatre ans d'attaque d'un avocat d'un immense cabinet contre des médias indépendants, qui sont fragiles, c'est extrêmement dur. C'est dur parce que ça coûte de l'argent, ça a été des heures de travail, et énormément de stress. Une défaite en justice, c'était pour nous le risque que le média disparaisse. Pire, c'était le risque que la voix de ceux qui dénonçaient ce que faisait Bolloré ne soit plus entendue.» Eros Sana

Pierre-Yves Bulteau Soit on vous empêche de faire votre métier avec des pressions – on déboulonne des roues, des procédures-bâillons [...] –, soit on fait en sorte de tarir les sources à la source. Nous, [en Bretagne], c'est ce qui nous est arrivé assez rapidement. C'est ce que j'appelle mettre les champs sous pression, parce que nous, notre terrain de jeu, c'est les champs. [...] Et ça devient compliqué de décrire et de documenter le réel. [...] On a mis la main sur un document assez sympathique, une note interne d'un groupe qui s'appelle «Les Z'Homnivores»¹. Derrière ce petit nom sympathique pour comptines pour enfants, en fait il y a [...] le lobby porcin breton. [...] La note expliquait que [notre]

«système» avait pour but de détruire le modèle agricole breton [...]. Elle a été diffusée dans toutes les coopératives via le syndicat majoritaire (la FNSEA). [...] L'objectif des «Z'Homnivores», c'était de dire: ne leur parlez pas! [...] C'était pour nous empêcher d'avoir [des sources]. [...]

Benjamin Peyrel Mediacités a été créé il y a huit ans. On n'a pas encore eu l'honneur d'avoir de procès de la part de Vincent Bolloré. Mais on en a eu... vingt et un. On en est à notre vingt-et-unième procès, pour la plupart en diffamation, pour la plupart gagnés. Ça donne une idée de ce que ça veut dire de faire de l'investigation au niveau local. Ça veut dire que vous allez froisser beaucoup de gens. [...] En écho à [...] la criminalisation de l'action environnementale, il y a aussi un renforcement d'une forme de répression judiciaire sur la presse d'investigation. [...] Une autre menace sur le travail journalistique, un peu plus diffuse, [...] c'est le silence. [...] Très souvent, on se heurte [...] à des pouvoirs publics qui feignent l'ignorance, qui refusent de nous répondre, qui refusent même d'entendre nos questions, qui refusent de nous communiquer des documents auxquels, pourtant, on aurait droit d'avoir accès. Tout simplement parce qu'ils savent qu'en faisant ça, ils bloquent l'enquête. [...] Ça représente aussi un temps considérable passé à contourner ces blocages. [...]

Elsa Souchay Je faisais un reportage sur une action de fauchage volontaire. [...] Des faucheurs avaient décidé de s'introduire dans les entrepôts d'une entreprise [semencière]. [...] Je publie l'article le lendemain. Des mois après, je reçois une invitation à aller me rendre au commissariat pour être auditionnée. [...] J'ai expliqué de bonne foi avoir fait mon travail de journaliste, [...] mais ils ont décidé de maintenir les poursuites. [...] On a réussi, le jour [du procès], à faire voter l'acquittement tout de suite par les jurés, et ensuite que je puisse faire mon travail de journaliste pigiste, à savoir couvrir le procès des faucheurs et écrire l'article. Ça, c'est pour le panache, mais dans l'histoire j'ai perdu six mois où j'étais stressée, Reporterre a perdu pas mal d'argent aussi [...], et puis on a perdu beaucoup d'énergie. [...] C'est toujours cet effet d'usure. [...] Aujourd'hui, il faut se dire qu'on ne perd pas toujours, et même qu'on gagne souvent. Que ce soit au tribunal de commerce, au tribunal judiciaire, en diffamation, tout est possible [...] – on connaît tous les tribunaux! – très souvent, au bout, on gagne. On gagne parce qu'on se mobilise! ■

«Soit on vous empêche de faire votre métier avec des pressions, soit on fait en sorte de tarir les sources à la source.»

Pierre-Yves Bulteau

1. «La note qui révèle comment l'agrobusiness attaque les journalistes bretons», Splann, 17 juil. 2023.

« LES MÉDIAS SONT DES VÉHICULES DE LOBBYING COMME LES AUTRES »

Extraits de la cinquième et dernière table ronde de l'événement organisé par Accrimes et Reporterre le 28 septembre à Paris, animée par Lucile Girard (Accrimes), avec le sociologue Sylvain Laurens, Olivier Petitjean (Observatoire des multinationales), Samuel Gontier (*Télérama*) et Antoine Chao.

Lucile Girard Nous allons maintenant décaler un petit peu le regard, ce qui va nous permettre d'avoir des éléments complémentaires avec les précédentes tables rondes. [...] L'idée c'est [...] de voir comment l'information fabriquée en dehors des médias infuse dans les médias.

Olivier Petitjean Je travaille essentiellement sur l'influence des grandes entreprises et, par extension, sur leur influence sur les pouvoirs politiques. Donc, le lobbying. [...] Quand on voit la stratégie d'influence des grandes entreprises et notamment face aux contestations sociales, environnementales, sanitaires, etc., les médias sont un des leviers qui sont activés dans ce cadre. [...] Il y a des cabinets de lobbying, d'affaires publiques, qui, pour le compte d'entreprises ou d'associations professionnelles, montent des campagnes. Et une des parties de cette campagne, c'est influencer l'opinion, et notamment les médias. Les médias sont des véhicules de lobbying comme les autres. [...] Un autre levier d'influence, c'est les revenus publicitaires. Pour beaucoup de médias, les revenus publicitaires, [qui] viennent à 95% des très grosses entreprises, sont

une source de revenus, donc ils font attention. C'est une forme d'influence soft, mais ça reste une forme d'influence. Il est arrivé que des grandes entreprises coupent, en représailles, des publicités, dans *Le Monde* par exemple. C'est le cas de LVMH et de Total. [...] Une grande partie du travail de lobbying, c'est de créer des espaces d'entre-soi [...] et on crée des opportunités pour les gens qu'on essaie d'influencer, d'aller en voyage, de participer à des conférences, d'avoir des opportunités de revenus. Ça marche pour les scientifiques, les experts, les hommes politiques. Ça marche aussi pour les journalistes. [Il s'agit] de leur proposer d'animer une assemblée générale, de leur proposer une place dans tel ou tel conseil d'administration. Ou inversement, pour une entreprise comme LVMH, d'avoir des cadres qui sont au conseil d'administration de la société des lecteurs du *Monde*. Ce n'est pas de l'influence directe, c'est de l'influence molle. Un levier clé, [...] c'est façonner les termes du débat public et il y a un acteur central, ce sont les think

tanks. [...] Toute l'intelligence de la chose, c'est qu'ils le font de manière parfois subtile. Il y a les think tanks qui sont financés par les entreprises, où au conseil d'administration il n'y a que des entreprises, qui défendent une vision du monde à la fois productiviste, anti-écologiste, très libérale, etc. Et ne s'en cachent pas. Il y en a d'autres qui sont un peu plus subtils. [...] Un problème, c'est que ce n'est souvent pas affiché comme tel. On voit arriver sur les plateaux télé, dans les débats, des experts qui sont présentés comme experts de tel ou tel sujet et qui ne sont souvent pas obligés de déclarer ou d'afficher le fait qu'ils ont des liens d'intérêts. Un des autres espaces où ça joue, c'est les tribunes, dans les journaux, dans les médias en ligne. On a beaucoup parlé du cabinet Avisa Partners, dont

MÉDIAS ET ÉCOLOGIE

MAIS AVANT,
UNE PAGE
DE PUB...

... POUR LES
CROISIÈRES EN
MÉGA-YACHTS
DANS LE GRAND NORD.



une des spécialités, c'est de faire écrire des fausses tribunes sur tel ou tel sujet, et les faire paraître sur divers sites web, dont la page blogs de Mediapart. Mais même quand on regarde les tribunes publiées dans *Le Monde*, ça arrive régulièrement. Ils essayent de faire attention [...], mais on voit quelqu'un tout à coup écrire une tribune sur l'aviation, sur les transports en commun, et quand on regarde un peu, en fait, soit il est carrément lobbyiste – c'est arrivé – soit il travaille, lui ou son labo, pour telle ou telle entreprise qui est active dans le sujet. [...]

Sylvain Laurens En complément du paysage qui a été décrit, peut-être insister sur des évolutions récentes qu'on décrit dans *Les Gardiens de la raison*⁴. C'est notamment tout l'essor du marketing digital comme technique d'accompagnement du lobbying. [...] Ça fait déjà pas mal d'années qu'il y a des stratégies d'investissement

« On voit arriver sur les plateaux télé, dans les débats, des experts qui sont présentés comme experts de tel ou tel sujet et qui ne sont souvent pas obligés de déclarer ou d'afficher le fait qu'ils ont des liens d'intérêts. »

Olivier Petitjean

des réseaux sociaux à travers le marketing digital. Ce qui est important à avoir en tête, c'est que les médias les plus centraux, les médias les plus importants, sont d'abord influencés, aussi, par des sources. Il y a l'influence par en haut – ça appartient à Bolloré, [...] à des grands groupes – mais il y a aussi le travail journalistique au quotidien qui a ses logiques propres. Et ça, les communicants et les lobbyistes l'ont bien compris. Le but est d'alimenter les journalistes par un flot continu d'informations, mais, le plus souvent, en faisant en sorte que ces informations soient bien sûr dégriffées, ne portent pas la marque d'une entreprise pétrolière ou autre. Pour ça, il faut les disséminer, sur les réseaux sociaux par exemple, à travers des agences qui sont spécialisées dans ce type d'opérations. [...] On peut tracer comme ça des argumentaires qui partent depuis des agences de relations publiques, passent par les réseaux sociaux, sont repris par des gens plus ou moins de bonne foi et, après, deviennent des informations qui sont reprises par les journaux et les médias plus classiques. C'est un point qu'il faut avoir en tête. On pourrait avoir l'impression que les réseaux sociaux sont un espace de liberté ou de contre-pouvoir par rapport aux médias traditionnels. En vérité, ils sont déjà très investis et ils sont très tournés vers les journalistes spécialisés. Il y a des comportements où vous allez alimenter des journalistes qui sont vos relais et il y a aussi des formes de harcèlement ou d'attaques en règle. [...] Il y a des agences qui ont pour charge d'alimenter toute la journée les commentaires sous les articles publiés. Ça commence le matin à neuf heures, ça finit à dix-huit heures. [...] Il y a tout un travail de spécialisation, d'influence en ligne, qui va attaquer le travail des journalistes et exercer une pression dans leur travail quotidien. Il y a à la fois des médias dominants, qui ont des lignes éditoriales anti-écologistes. Mais il faut faire attention aussi à ces effets de sources du travail journalistique, parce que cette diffusion des arguments se fait sous une forme relativement incolore, parce que c'est porté

« Les médias les plus centraux, les médias les plus importants, sont d'abord influencés, aussi, par des sources. »

Sylvain Laurens

par des firmes dont c'est le métier de faire de l'influence sur les réseaux sociaux. [...]

Samuel Gontier Effectivement, on est à deux niveaux d'influence différents. Les fondations les think tanks, les instituts, c'est un peu plus évident. Mais en même temps, c'est très piégeux aussi. Mon métier, c'est d'observer plutôt ce qu'il se passe à l'arrivée, c'est-à-dire sur les grands médias *mainstream*, la télé et particulièrement les chaînes info, les JT, les talk-shows d'information. Et à partir du moment où on a un présentateur qui annonce quelqu'un qui vient d'un institut ou d'une fondation, tout de suite ça fait très sérieux. Lui-même, en donnant le nom de l'institut, de la fondation, montre que c'est un gage de sérieux, que l'invité est sérieux, alors qu'en fait, effectivement, souvent, derrière ces noms ronflants, se cachent tout simplement des lobbies. Je prends un exemple, qui n'agit pas seulement ou pas beaucoup dans le domaine de l'écologie, c'est l'Ifrap. [...] Tout le monde a vu Agnès Verdier-Molinié sur les plateaux télé, la directrice de l'Ifrap, qui est en fait un lobby libertarien qui cherche à casser l'État, les services publics et tous les communs, pour que le privé s'immisce partout, dans tous les domaines de la société et de l'économie. Ça fait très sérieux, l'Ifrap. [...] Comme ça fait très longtemps qu'elle tourne sur les plateaux télé, j'ose espérer qu'elle ne trompe plus personne. [...] Alors qu'elle a été débunkée, qu'il y a eu plein d'articles sur elle et sur sa fondation, [...] malgré ça, elle continue à être invitée en permanence sur plein de chaînes différentes, pas

seulement CNews. Jusqu'à [récemment], où elle était sur BFM-TV et où l'animateur, Éric Brunet, a expliqué que le seul métier dont il rêvait, à part être journaliste à BFM-TV, c'était directeur de l'Ifrap, parce que vraiment c'était super. [...]

Antoine Chao Moi, je travaille à Radio France depuis une vingtaine d'années et je défends l'audiovisuel public depuis le début. Et, effectivement, nous on subit des pressions, notamment on a subi une pression de Macron, quand il est arrivé au gouvernement en disant que l'audiovisuel public était « une honte ». [...] La suppression de la redevance a aussi fait du mal à l'audiovisuel public et à la possibilité d'informer de façon indépendante. Macron pensait peut-être que c'était une radio gouvernementale, mais non, c'est une radio publique qui nous appartient à nous. La radio publique, elle est à nous. Elle n'est pas au gouvernement. Donc, on essaye de défendre cette liberté d'informer et ce n'est pas facile. J'ai un statut un peu particulier, parce que je ne suis pas journaliste à la rédaction de France Inter, je suis aux programmes. On a une certaine précarité, on a des contrats ou de piges ou des contrats de grille de dix mois en CDDU, qui sont des contrats qui sont très décriés en interne, aussi parce que ça nous met dans une obligation de rester dans une ligne qui ne nous est pas forcément signifiée clairement, mais qu'on peut comprendre au bout d'un moment. Mon

« À partir du moment où on a un présentateur qui annonce quelqu'un qui vient d'un institut ou d'une fondation, tout de suite ça fait très sérieux. »

Samuel Gontier

émission a été supprimée cette année. Pour des raisons de budget, semble-t-il, parce que les budgets du reportage sont dirigés maintenant vers la rédaction, et plus vers les programmes, qui sont deux façons de travailler complètement différentes. Nous, on donne du temps à nos interlocuteurs, aux témoins qu'on va voir. Je faisais des reportages, dernièrement, de dix-sept minutes hebdomadaires. C'est une tranche de parole publique qui disparaît au profit de reportages qui seront beaucoup plus petits, plus courts et soumis à une direction de l'information [...]. Je n'ai jamais eu aucune pression pour faire mon travail et pour suivre ce que j'appelais dernièrement un « instantané sonore des luttes environnementales et sociales ». Donc, j'étais sur tous les Soulèvements de la Terre, toutes les actions, sur les méga-bassines, sur l'A69, etc. J'ai suivi toutes ces luttes, mais d'une façon engagée, avec un point de vue qui est celui des activistes. Je n'étais pas dans l'obligation de faire sept minutes pour la FNSEA et sept minutes pour les activistes de Bassines non merci. Je donnais la parole à des gens qui défendent des convictions, qui défendent des projets de société, une défense de l'environnement, avec les outils qui sont les leurs, donc beaucoup de désobéissance civile, etc. C'est quelque chose qui n'est plus dans la priorité de Radio France en ce moment. Même si Radio France, en 2022, s'était targuée de défendre l'environnement. Il y avait eu des formations qui avaient été menées au niveau des rédactions et même des producteurs, il y a eu des masterclass, etc. Il y avait eu des membres du Giec qui étaient venus intervenir en interne à Radio France pour former les journalistes. Je pense que ça a fait long feu cette priorité à l'environnement sur les ondes de France Inter. J'espère que ça reviendra. ■

1. Stéphane Foucart, Stéphane Horel, Sylvain Laurens, *Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique*, La Découverte, 2020.

LES JOURNALISTES, L'ÉCOLOGIE ET LE CAPITALISME

Republication d'un article paru dans
le *Médiacritiques* n°10, (janv.-mars 2014).

On ne peut pas comprendre le traitement journalistique des enjeux environnementaux dans les médias généralistes sans interroger le rapport de la plupart des journalistes au capitalisme. Qu'il s'agisse de problèmes qualifiés de « globaux », comme les dérèglements climatiques ou l'appauvrissement de la biodiversité, ou bien de dégradations davantage « spatialisées », comme une marée noire, tous sont appréhendés par les journalistes selon des modalités qui ne questionnent pas la compatibilité des logiques capitalistes avec ce qu'implique la protection des écosystèmes.

Pourtant, l'idée selon laquelle l'accumulation illimitée du capital sur une planète aux ressources naturelles limitées est un principe non seulement amoral mais irrationnel. Cette idée semble même faire l'unanimité, des

écologistes les plus radicaux (on pense ici à André Gorz) aux défenseurs de l'environnement les plus disposés à jouer le jeu capitaliste (par exemple Yann Arthus-Bertrand ou Nicolas Hulot).

On pourrait ainsi s'attendre à ce que les journalistes en charge de l'actualité environnementale entreprennent ne serait-ce que d'interroger le caractère plausible d'un capitalisme qui serait respectueux des environnements naturels. S'il arrive à certains d'entre eux [...] de ne pas prendre pour acquise la capacité affichée du marché à digérer les questions environnementales, l'immense majorité des journalistes amenés à traiter d'environnement adhère à la doxa du « capitalisme vert ».

ILLUSTRATIONS FAUSSEMENT NEUTRES ET CÉLÉBRATIONS DU « GREEN BUSINESS »

L'écriture journalistique suppose, dans les médias généralistes, de raconter des histoires pour illustrer l'actualité et les questions de société qu'elle soulève. Les journalistes entendent ainsi rendre « concernés » et concrets ces problèmes afin d'intéresser un public le plus large et diversifié possible. En matière d'environnement, ces cadrages qui font la



part belle à l'intime, à l'empathie, aux images fortes et aux beaux récits, se traduisent bien souvent par des reportages ou des articles qui parlent des conséquences des prédatons environnementales.

S'ajustant aux logiques du champ journalistique – dont on sait qu'il est depuis une trentaine d'années sous l'emprise de puissantes logiques commerciales – les journalistes racontent la perturbation des écosystèmes, le désarroi de certaines espèces animales face aux transformations de leurs milieux naturels, ou, plus rarement, les impacts de ces pollutions sur l'homme, sa santé et ses activités économiques. Nos analyses sur le traitement médiatique des enjeux climatiques en France ont ainsi montré que plus les journalistes parlent du problème climatique, plus ils parlent de ses conséquences au détriment de ses causes et solutions¹.

Cette tendance à illustrer les problèmes plutôt qu'à les expliquer n'est pas neutre, contrairement aux apparences. En écartant des discussions légitimes les motifs des nuisances environnementales, les journalistes les inscrivent dans l'ordre du fatal, de la catastrophe ou de l'accidentel et n'inclinent donc pas à penser ces dégradations comme le résultat des modes de production orientés vers la maximisation des profits.

Quand ils évoquent des responsables, les journalistes stigmatisent généralement quelques industriels – parfois jugés inconscients et irresponsables – ou renvoient à cette catégorie anonyme et insaisissable : « les activités humaines ». En se situant tantôt au niveau du cas particulier (i.e. le mouton noir industriel présenté comme l'exception devant confirmer la règle de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises), tantôt au niveau de l'universel, les journalistes évacuent du champ du pensable environnemental la question des relations entre la mécanique capitaliste et la détérioration des écosystèmes.

Ils peuvent alors s'engouffrer dans la célébration du « *green business* » (pour reprendre l'intitulé de l'émission « écolo » de BFM-TV). Dans le droit fil du succès de l'expression « développement durable » consacrée il y a [trente] ans lors du sommet de Rio, c'est depuis quelques années au tour des labels « croissance verte » ou « économie verte » de faire florès auprès des professionnels de l'information. Ces derniers annoncent, expliquent, parfois discutent et

On ne peut pas comprendre le traitement journalistique des enjeux environnementaux dans les médias généralistes sans interroger le rapport de la plupart des journalistes au capitalisme.

généralement banalisent les mécanismes de marché censés régler – bien souvent à grand renfort de géo-ingénierie ou autres « ingénieries écologiques » – les problèmes environnementaux.

N'ayant pas forcément conscience qu'ils légitiment de la sorte la mise sous tutelle économique des politiques environnementales, les journalistes relatent les discussions d'experts dont les petits désaccords sur les modes de taxation, les bourses de quotas ou les crédits fiscaux, masquent l'ampleur de leur accord, tacite mais fondamental, sur ce mouvement d'intégration de la contrainte environnementale au logiciel néolibéral.

Mais si la grande majorité des journalistes n'estime pas utile de questionner la compatibilité des rationalités marchandes avec l'écologie, c'est également parce qu'il va de soi pour eux que le capitalisme ne peut être remis en cause au nom de l'environnement.

UNE ADHÉSION RÉFLEXE À L'IDÉOLOGIE DOMINANTE

La force de cet impensé tient avant tout aux liens viscéraux que les journalistes, comme un grand nombre de responsables politiques et d'intellectuels, nouent avec l'idéologie de l'accumulation illimitée du capital et des profits. Profondément enfouis dans leur *for* intérieur, les principes capitalistes (rentabilité, rapidité, concurrence, compétitivité, flexibilité, responsabilité individuelle, présentisme ou encore consensus, fluidité, factualité et « neutralité ») leur apparaissent comme légitimes et incontournables.

Cette adhésion irréfléchie au cadre capitaliste se perçoit bien dans la conception que les journalistes ont de ceux qui valorisent d'autres modes de développement et d'organisation des sociétés que celui structuré autour des piliers du capitalisme (dont, soit dit en passant, la forme néolibérale est sans doute la plus aboutie).

Rares, ces reportages ou articles présentent généralement l'alternative écologique sur le registre de l'exotisme ou de l'expérience originale et sympathique. Ainsi, le 17 septembre 2007 sur France 2, David Pujadas annonce un reportage visant non pas

1. Jean-Baptiste Comby, « Quand l'environnement devient médiatique. Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique », *Réseaux*, déc. 2009, n°157-158, p. 159-190.

à présenter les arguments et motivations politiques de ces « *militants de l'environnement [qui] poussent leur conviction jusqu'au bout* », mais à se demander s'il s'agit d'une « *nouvelle utopie ou [d'une] tendance profonde* », la réponse étant contenue dans la question.

Ce type de traitement – qui confine ces pratiques et organisations alternatives à des singularités atypiques dépourvues de toute réflexion cohérente et consistante – a pour effet de rendre leur démultiplication impensable. En creux, cela revient à affirmer que le modèle capitaliste est indépassable, d'autant que le jeu se jouerait désormais à l'échelle de la planète.

Cette médiatisation condescendante des alternatives au capitalisme est également un symptôme de la difficulté des professionnels de l'information à élargir l'horizon du pensable au-delà des remparts du capital et de la forteresse des profits. Car la disqualification implicitement contenue dans la façon dont ils dépeignent ces autres modes d'organisation sociale n'est pas intentionnelle. Et c'est en cela qu'elle est d'autant plus solide dans la mesure où elle est le fruit de dispositions solidement arrimées, lesquelles sont de plus en plus souvent renforcées au cours de la formation de ces journalistes.

Ces derniers sont en effet toujours plus nombreux à passer par le lissage des écoles de journalisme où la « culture » qui est valorisée, aussi générale soit-elle, ne s'acoquine que très occasionnellement avec des courants de pensée alternatifs.

QUÊTE DE LÉGITIMITÉ ET SUBORDINATION AUX SOURCES OFFICIELLES

En matière environnementale, l'univers intellectuel des journalistes est principalement constitué d'ouvrages dits d'expertise. Écrits par des scientifiques ou des ingénieurs, ces textes ne sont pas destinés à expliciter les causes politiques et économiques des problèmes environnementaux. Et lorsqu'ils sont le fait d'économistes, leurs propos et propositions ont

**Plus les
journalistes parlent
du problème
climatique, plus
ils parlent de ses
conséquences
au détriment de
ses causes et
solutions.**

**Si la grande majorité
des journalistes
n'estime pas utile
de questionner
la compatibilité
des rationalités
marchandes avec
l'écologie, c'est
également parce qu'il
va de soi pour eux
que le capitalisme
ne peut être remis
en cause au nom de
l'environnement.**

plus souvent pour postulat l'irréductibilité du système capitaliste que son possible dépassement par une autre matrice sociale.

Le conformisme médiatique ambiant n'est donc pas le fait du seul champ journalistique. Il se façonne avant tout à travers un ensemble de relations au sein duquel l'accès à la dignité suppose de ne pas contester imprudemment un modèle qui permettrait au plus grand nombre d'accéder au confort, au bonheur ou à une espérance de vie plus longue.

Tout se passe en effet comme si le capitalisme était le seul régime capable d'améliorer le bien-être général dont les critères gagneraient d'ailleurs à être explicités dans tous leurs tenants et aboutissants. En effet, ce qui est présenté comme un progrès au service du bonheur de tou-te-s implique parfois le malheur de beaucoup [...], peut engendrer des nuisances environnementales à moyen ou long terme pas toujours bien anticipées (que l'on songe ici à l'amiante ou aux antennes relais) et, dans les faits, ne profite bien souvent qu'à une minorité (cf. par exemple les coûts du TGV qui rend ce mode de transport souvent inaccessible pour les membres des classes inférieures voire moyennes). Reste qu'aller contre le sens de ce courant idéologique, c'est – pour un journaliste – prendre le risque de se discréditer tant auprès

des sources officielles qu'auprès de ses confrères.

Les sources autorisées faisant toujours autorité, un article ou un reportage sur une actualité environnementale a d'autant plus de chances d'être valorisé au sein d'une rédaction qu'il s'appuie sur des sources officielles – ministère, agences, collectivités ou experts d'État². Avec les scientifiques, ce sont bien ces acteurs que l'on rencontre le plus souvent dans les productions journalistiques traitant d'environnement. Or il est peu probable qu'un journaliste donnant la parole à un représentant de l'État, lequel (en l'état actuel des choses) est par définition un promoteur du « capitalisme vert », en vienne, dans le même texte, à exposer un point de vue dénonçant

les «limythes» de la «croissance verte» ou de «l'ingénierie écologique» pour suggérer de questionner la viabilité environnementale du capitalisme.

Sommés d'entretenir de bonnes relations avec les sources officielles, les journalistes se trouvent cantonnés à ce qui est dicible du point de vue des acteurs dominants. En d'autres termes, ils ne peuvent pas vraiment médiatiser des points de vue que ceux-ci jugeraient inconcevables.

Ces logiques de censures invisibles sont sans doute particulièrement prégnantes en matière d'écologie dans la mesure où la préoccupation environnementale a fait l'objet de stigmates ayant pu freiner sa légitimation. Il y a encore quelques années, le journaliste soucieux d'environnement était associé tantôt au romantique ami des bêtes, tantôt à l'utopiste barbu ayant erré sur les causses du Larzac. Pour gagner en reconnaissance, les journalistes en charge des dossiers environnementaux ont donc dû défaire cette réputation. Pour cela, ils se sont justement appuyés sur ces sources officielles, lesquelles souffraient également d'un manque de crédit symbolique.

Cet anoblissement de l'écologie – qui s'est précipité à la fin des années 1990 – s'est accompagné d'un gommage des critiques politiques découlant des diagnostics annonçant la dégradation profonde et rapide de la planète. Pour devenir médiatique, pour devenir un objet de gouvernement majeur, la cause écologique a ainsi dû abandonner une de ses principales ambitions idéologiques, celle consistant à montrer pourquoi le capitalisme est une réalité insoutenable, une réalité à dépasser, une réalité redevenue utopie.

DES POSTURES JOURNALISTIQUES EN VOIE D'EXTINCTION

La mise en conformité de l'écologie avec les cadres de pensée légitimes dans les champs politique et médiatique ne fait toutefois pas consensus au sein des professionnels des médias. Elle est surtout le fait de journalistes qui sont arrivés sur cette spécialité moins par conviction que parce qu'on le leur a proposé.

Ces nouveaux entrants dans le journalisme environnemental se révèlent moins sensibles aux enjeux politiques de l'écologie que les journalistes ayant délibérément choisi de couvrir ce domaine, mais plus soucieux qu'eux de faire valoir leur spécialisation. Ce faisant, ils se détournent des sources militantes et donc des conceptions non-marchandes du monde portées par ces acteurs.

Cela n'empêche bien entendu pas ces journalistes de médiatiser, çà et là, des réalités inacceptables

du point de vue environnemental. L'article intitulé «La vie gâchée des objets» et publié dans l'édition du 28 octobre 2012 *Libération* de offre un bon exemple de dénonciation médiatique des dérives du capitalisme. La journaliste s'indigne des principes de l'obsolescence programmée en reprenant notamment des cas étudiés dans le documentaire «Prêt à jeter»³. Elle en vient ainsi à plaider pour un retour à un bon sens qui serait désormais en perdition: «*Et, soyons fous, pourquoi ne pas concevoir dès le départ des articles durables?*».

**Les sources
autorisées faisant
toujours autorité,
un article ou un
reportage sur
une actualité
environnementale
a d'autant plus
de chances d'être
valorisé au sein
d'une rédaction qu'il
s'appuie sur des
sources officielles.**

Mais le bon sens écologique ne semble pas, ici comme ailleurs, être en mesure de rivaliser avec le bon sens économique. Plutôt qu'un encouragement à lutter pour imposer ce qui semble aller de soi étant donné l'état de la planète, l'article prend une tout autre position. Son auteure préfère rappeler le lecteur à l'ordre politico-économique des organisations supranationales et des groupes de pression, le tout mâtiné d'une pointe de moralisation à l'égard des excès consuméristes: «*Le combat contre l'obsolescence programmée, moteur du redressement productif cher à Montebourg? Voilà qui serait révolutionnaire. Mais rien ne pourra se faire*

sans le concours de Bruxelles, où la Commission européenne explore des pistes (comme le chargeur de portable universel) en se heurtant au lobbying des fabricants. Ni sans celui des consommateurs. À quand la fin des adorations nocturnes devant les Apple Stores à chaque nouvel accouchement d'un objet mort-né?»

La censure n'est jamais totale et les points de vue critiques ne sont pas totalement absents des médias généralistes. Il faut toutefois se méfier de ces coups d'éclat dénonciateurs dont le caractère occasionnel a plus pour effet de désamorcer la critique que d'amorcer une nouvelle vision des rapports entre le capitalisme et la protection de l'environnement. Loin de s'inscrire dans des rubriques pouvant garantir une visibilité régulière aux opinions contestant le cadre capitaliste, les articles et reportages relayant épisodiquement ces visions ont vraisemblablement

2. Sur le poids des sources autorisées dans la fabrique de l'information, nous renvoyons aux travaux d'Aeron Davis, notamment *Public Relations Democracy: Public Relations, Politics, and the Mass Media in Britain*, Manchester University Press, 2002.

3. Réalisé en 2010 par Cosima Dannoritzer, diffusé sur Arte.

pour conséquence d'apaiser les mécontentements – en leur offrant de temps à autre une tribune pouvant jouer un rôle cathartique – tout en maintenant, du fait de cette non routinisation, les alternatives aux marges de ce qui est (« sérieusement ») envisageable.

Cette logique du « on ne peut pas ne pas en parler, il faut donc en parler mais pas trop » contribue aux mécanismes d'« endogénéisation d'une partie de la critique »⁴, qui permettent aux logiques capitalistes d'évoluer sans cesse en contournant, en désarmant, voire en intégrant la contestation.

Face à l'arrivée de journalistes séduits par le « capitalisme vert » ainsi qu'à la folklorisation des alternatives aux logiques marchandes, les postures (i.e. des attitudes régulières) mettant à distance la *doxa* capitaliste deviennent bien rares dans les médias généralistes. Elles n'ont toutefois pas entièrement disparu. [...] S'ils pèsent peu numériquement, les journalistes qui [...] s'affranchissent de la *doxa* capitaliste ont en revanche un poids symbolique qui n'est pas négligeable. Par les sources ou références qu'ils mobilisent et donc par l'orientation qu'ils donnent à leurs productions, ces journalistes rappellent que d'autres points de vue existent et méritent d'être considérés avec sérieux. Ils montrent qu'un autre journalisme est possible.

LES FAUX SEMBLANTS DE L'OBJECTIVITÉ JOURNALISTIQUE

Cette autre manière de concevoir la production de l'information se caractérise par le souci de ne jamais cesser d'interroger un système de croyances dominant, en l'occurrence le capitalisme. Ce refus de considérer comme définitive cette idéologie relève d'une préoccupation éthique consistant à ne pas se satisfaire du prêt-à-penser déversé par les intellectuels organiques du néolibéralisme. Une telle posture

La médiatisation des enjeux environnementaux révèle la dépendance des professionnels de l'information à la doxa capitaliste.

vient ainsi signaler en creux les faux semblants de l'objectivité dont se targuent la plupart des journalistes.

Car peut-on être objectif tout en étant pensé par l'esprit du capitalisme, ou pour le dire autrement, tout en proposant des analyses encastrées dans le dogme de la concurrence libre et non faussée ? De même que pour penser l'État, il faut s'affranchir de la pensée d'État⁵, pour comprendre les sociétés capitalistes le plus objectivement possible, ne faut-il pas se défaire des catégories d'analyse et modes de raisonnement capitalistes ?

À bien des égards, ne pas remettre en cause l'esprit du capitalisme, c'est le considérer pour acquis et donc prendre parti en sa faveur. Lorsqu'un journaliste fait valoir, conformément à sa culture profes-

sionnelle, son objectivité – parce qu'il croise ses sources, vérifie son information et rend visible des points de vue divergents – il convient donc de lui demander s'il serait prêt à détacher l'actualité de l'arrière-plan capitaliste auquel elle est quasi systématiquement adossée. Si la réponse est négative, il y a tout lieu d'être perplexe quant à son objectivité.

Ce que révèle la médiatisation des enjeux environnementaux, c'est donc surtout la dépendance des professionnels de l'information à la *doxa* capitaliste. Or cet attachement ne leur permet pas d'aborder objectivement les problèmes qu'ils rendent visibles. S'ils veulent être le « contre-pouvoir » qu'ils prétendent constituer, alors les journalistes ne doivent-ils pas avoir le courage de questionner leurs convictions les plus profondes,

celles qui les empêchent de voir que d'autres visions du monde existent en dehors de l'étroit moule capitaliste ? N'est-ce pas à ce prix qu'ils pourront penser autrement les causes des problèmes en général et de la destruction de la nature en particulier ? ■

**La censure n'est jamais
totale et les points de
vue critiques ne sont
pas totalement absents
des médias généralistes.
Il faut toutefois se
méfier de ces coups
d'éclat dénonciateurs
dont le caractère
occasionnel a plus pour
effet de désamorcer
la critique que
d'amorcer une nouvelle
vision des rapports
entre le capitalisme
et la protection de
l'environnement.**

4. Luc Boltanski et Ève Chiapello, *Le Nouvel Esprit du capitalisme*, 1999, p. 69.

5. Pierre Bourdieu, *Sur l'État*, Seuil, 2012.

RARETÉ, RÉCENCE ET RÉTICENCE SUR LA MÉDIATISATION DE LA « DÉLINQUANCE ENVIRONNEMENTALE »

Entretien avec le sociologue Grégory Salle¹,
auteur de *Qu'est-ce que le crime
environnemental?* (Seuil, 2022).

Acrimed On sait que le traitement médiatique de la question environnementale en général « n'est pas à la hauteur des enjeux », comme l'exprimaient par exemple des associations de journalistes spécialisés². Dans le premier chapitre de *Qu'est-ce que le crime environnemental?*, tu t'intéresses à l'un des aspects de cette question. Et le premier constat que tu fais, quelle que soit l'acception du concept de « crime environnemental » (à grands traits: une acception juridique qui prend en compte les atteintes illégales à l'environnement versus une acception sociologique qui inclut aussi certaines atteintes légales), c'est celui de la « rareté des sujets qui sont consacrés » au « thème de la délinquance ou de la criminalité environnementale au cours des dernières décennies ». Peux-tu présenter ta méthode de comptage et l'idée qui la guide ?



Grégory Salle À vrai dire, ce comptage est fait lui aussi « à grands traits » ! Dans le cadre de cet essai, je me suis contenté de présenter les grandes lignes, de donner des ordres de grandeur, qui restent à affiner. L'idée de départ, c'était de vérifier l'impression selon laquelle des notions comme « délinquance écologique » ou « criminalité environnementale » n'avaient pas réussi à s'imposer dans le débat public, en tout cas qu'elles n'étaient pas d'usage courant ou régulier dans le discours médiatique. *A priori* leur « potentiel de succès » ne paraît pas mince... Et il y a bien des termes qui, en quelques années, deviennent quasiment incontournables, pour le meilleur et pour le pire (« résilience »...). Pourquoi donc cet insuccès ?

La méthode est classique: il s'agit de constituer et d'exploiter un corpus, c'est-à-dire un ensemble de textes établi systématiquement à partir de critères déterminés. Trois corpus en l'occurrence: un pour la presse écrite, un autre pour la radio et un dernier pour la télévision. Pour la presse écrite, c'est devenu assez facile, car il existe des bases de données spécialisées

¹. Cet entretien a été publié initialement sur le site d'Acrimed le 7 juin 2022.

². « Amis journalistes, ressaisissons-nous ! », AJE, JNE et AJSPI, 11 janv. 2022.

donnant accès au contenu des principaux titres. On peut donc constituer des corpus à partir de mots-clés, comme « délinquance écologique », « crimes environnementaux » ou « écocriminalité ». Il y a évidemment des limites, notamment l'accès réduit à certains supports dominés dans le — et situés à gauche du — champ journalistique, alors même qu'ils sont en général en pointe sur le sujet. Tout dépend évidemment de la zone du champ que l'on cherche à couvrir. Pour la radio et la télévision, on bénéficie des fonds (le « dépôt légal ») de l'Institut national de l'audio-visuel (INA). Outre le catalogue en ligne, qui offre déjà la possibilité de travailler de l'extérieur, les antennes régionales de l'INA proposent des outils permettant d'aller plus loin, en commençant par l'écoute ou le visionnage des programmes concernés.

On peut alors effectuer une analyse, statistique ou plus « littéraire », de ces corpus. C'est-à-dire étudier à la fois la couverture médiatique (qui en parle et quand, pour le dire vite) et le traitement médiatique (comment on en parle quand on en parle), d'un point de vue quantitatif et/ou qualitatif. Il n'y a pas de représentation graphique dans le livre, sous forme d'histogrammes ou de courbes, parce que ce n'est pas l'esprit de la collection dans laquelle il est publié, mais évidemment ça s'y prête très bien pour donner à voir des fréquences ou des tendances.

Dans le cadre d'une analyse plus fouillée, on peut interroger les corpus à partir des questions que l'on se pose, en leur appliquant une grille d'interprétation composée à partir de variables. Par exemple : tel ou tel article ou programme porte-t-il sur un cas français ou étranger ? L'accent est-il mis sur les causes ou sur les conséquences ? Une imputation de responsabilité est-elle ou non décelable et, si oui, quel type d'acteur est visé : un individu, un groupe informel, une entreprise, etc. ? Le mot « capitalisme » (ou « anthropocène », ou autre) y figure-t-il au moins une fois ? Ce ne sont là que des exemples, parmi de nombreuses possibilités. C'est par exemple ce qu'avait fait il y a déjà dix ans une équipe réunie par

“Compte tenu de la montée en puissance des préoccupations environnementales, même trop faible au vu de la gravité des enjeux, on pourrait s'attendre à un recours de plus en plus fréquent à de telles expressions, fût-ce de façon plus ou moins discrète ou modeste.” Grégory Salle

Jean-Baptiste Comby et Vincent Romanet concernant le « changement climatique ». En toute rigueur, ce travail reste à faire dans le cas qui nous occupe ; ce sera l'étape d'après !

Pour l'heure, quel bilan tires-tu ? Tu fais état non seulement de la rareté, mais aussi de la récence du traitement médiatique sur le sujet...

C'est en effet ce qui apparaît en première approche. D'une part, la très faible visibilité du thème de la délinquance ou de la criminalité environnementale *en tant que tel*, c'est-à-dire formulé dans ces termes et pas seulement dans ceux, moins stigmatisants, de l'atteinte, du dommage, etc. Et d'autre part le caractère très récent de son apparition si l'on se donne un minimum de profondeur historique. On repère alors des tentatives sans lendemain, comme celles de Roger Cans, journaliste au *Monde*, qui en 1991 emploie les expressions « crimes écologiques » et « délit écologique » dans le titre de deux articles distincts (l'un au sujet de la guerre, l'autre à propos de la répression judiciaire des atteintes à l'environnement). Non seulement cet usage ne fait pas tache d'huile, mais ces locutions sont quasiment absentes de la circulation médiatique pendant les années 1990, tous titres de presse confondus.

On peut se dire que ce constat n'est pas en soi une grande surprise : s'il y avait eu un battage médiatique autour de la « délinquance écologique » ou de la « criminalité environnementale », exprimée ainsi, on s'en souviendrait... Et puis, cela reflète un problème plus général dans la médiatisation des questions environnementales, dont Acrimed s'est régulièrement fait l'écho. Ceci dit, ce n'est pas si intuitif que ça et on peut même insister sur l'étonnement que cela pourrait ou devrait susciter. Compte tenu de la montée en puissance des préoccupations environnementales, même trop faible au vu de la gravité des enjeux, on pourrait s'attendre à un recours de plus en plus fréquent à de telles expressions, fût-ce de façon plus ou moins discrète ou modeste. D'autant que, sur le papier au moins, elles ne paraissent pas dénuées de « valeur journalistique ». Or, tout compte fait, c'est très peu le cas.

3. « Tous responsables ? », *Le Monde diplomatique*, nov. 2015.

Bien sûr, cela ne veut pas dire que le thème lui-même est absent du paysage médiatique. Au cours des années 2010, on le voit bien émerger, d'abord sous l'expression «préjudice écologique», puis sous le terme d'«écocide», indéniablement frappant. Mais outre le caractère tardif d'une telle émergence, il est intéressant de noter que, contrairement à des expressions comme «cybercriminalité» ou «délinquance sexuelle», devenues courantes, les atteintes à l'environnement sont rarement qualifiées médiatiquement comme des crimes ou des délits, comme de la criminalité ou de la délinquance, y compris dans des cas où leur légalité est douteuse ou pourrait être questionnée. Des termes qui, *a contrario*, sont volontiers employés à propos de transgressions qui, en comparaison, peuvent être jugées moins sérieuses, certaines atteintes aux biens ou à la propriété par exemple.

À cet égard, quand des médias parlent des atteintes à l'environnement, tu observes une «réticence journalistique à utiliser une catégorie telle que “criminalité environnementale”». Quels sont les cadrages qui lui sont préférés?

On peut schématiquement en distinguer trois, même s'ils ne sont pas exclusifs. Un cadrage général, en termes de dommages, d'atteintes, de nuisances, etc. Un autre en termes d'accident, qui pousse à évacuer toute imputation de responsabilité ou à minimiser le caractère prévisible voire la dimension structurelle d'un événement, qui perd son caractère isolé si on le replace dans une série. Et dans les cas considérés comme les plus graves, un dernier en termes de catastrophe ou de désastre. *Apriori*, ces cadrages ne sont pas incompatibles avec une formulation en termes de délinquance ou de criminalité mais, de fait, ils tendent à l'écarter ou à la recouvrir.

Parler de drame, de dégât ou de tort fait à la nature, ce n'est certes pas rien, mais ça n'a pas la même connotation et ça ne véhicule pas les mêmes représentations qu'une formulation en termes de délinquance ou de criminalité. C'est la même chose pour des termes propres au langage juridique, comme «infraction» et plus encore «contentieux», qui peuvent désigner des faits graves, mais qui charrient un effet de

neutralisation. L'idée, banale mais cruciale, c'est que les mots font aussi les choses et qu'en conséquence, désigner une atteinte à l'environnement comme relevant ou non de la «délinquance» ou de la «criminalité», la qualifier ou non comme telle, ce n'est pas anodin. Et ça l'est d'autant moins qu'ensuite, la qualification appelle la quantification (combien de délits et de crimes, dans quels domaines, punis comment, etc.), avec tous les effets de validation suscités par la production de chiffres.

Ce qui soulève aussi le problème de la légalité et de l'illégalité, de ce qui est licite ou non...

Oui, l'un des points importants, c'est de montrer que d'une manière générale les représentations médiatiques pâtiennent d'un certain légalisme. C'est-à-dire qu'elles collent aux règles établies ou qu'elles s'y fient sans en questionner l'origine (les rapports de force dont elles dérivent) ou le sens (les principes sur lesquels elles reposent). Les normes juridiques, ça ne vient pas de nulle part et ça n'exprime pas magiquement un improbable «intérêt général»... Bien sûr, la place manque généralement aux journalistes pour se livrer à un tel exercice critique. Mais on ne peut s'empêcher de penser qu'il est tout de même possible de le suggérer en peu de mots, or c'est (très) rarement fait. La qualification médiatique tend alors à conforter la qualification juridique ou judiciaire, et plus largement le discours officiel ou dominant, alors qu'elle pourrait marquer un écart, adopter un point de vue différent.

On peut s'en rendre compte par contraste, grâce à des contre-exemples récents. Je pense tout particulièrement au livre de Mickaël Correia *Criminels climatiques*, qui porte sur les multinationales du capitalisme fossile. La qualification de «criminel climatique», qui ne figure pas seulement sur la couverture mais se retrouve dans le livre, n'a (encore) rien d'officiel. Elle s'appuie sur une suggestion de Christophe Bonneuil autour de l'idée de «crime climatique»³, sur la base d'une analogie avec (la qualification de) l'esclavage. Au vu des descriptions qui suivent, le livre, éloquentement construit autour d'une trilogie «Conquérir, exploiter, mentir», n'a aucun mal à justifier la pertinence de cet usage. À moins d'être un ardent défenseur du secteur fossile, on ne se dit pas : non, vraiment, il exagère...

“Les atteintes à l'environnement sont rarement qualifiées médiatiquement comme des crimes ou des délits, comme de la criminalité ou de la délinquance, y compris dans des cas où leur légalité est douteuse ou pourrait être questionnée.”

Grégory Salle

Ce n'est pas un cas isolé. L'appel de *Politis* intitulé « Votre inaction est un crime! »⁴ en est une bonne illustration. Il s'agit bien de proposer une désignation de substitution par rapport à la qualification juridique ou officielle. Mais pour l'instant, ça reste l'exception qui confirme la règle.

Pour expliquer ces phénomènes (rareté, récence et réticence), tu mets l'accent sur une dépendance aux sources officielles. Tu écris notamment que « le traitement journalistique dominant de la question se caractérise [...] par sa soumission au calendrier et à la communication des organisations internationales ». Et dans une interview au Média⁵, tu disais : « Il y a une dépendance à la manière dont les institutions internationales cadrent et formulent le problème. Très généralement, les comptes rendus médiatiques s'appuient sur cette littérature-là, s'en nourrissent mais sans la remettre en question. » Est-ce que tu peux développer ?

Cet aspect rejoint le précédent, dans la mesure où le légalisme que j'évoquais, c'est aussi, voire d'abord, celui des organisations internationales, en particulier celles émanant de l'Organisation des Nations unies ou gravitant dans son orbite. Ce légalisme-là, visible ou lisible dans les publications produites par ces organisations, n'est bien sûr pas mystérieux. Ce qui pose problème, c'est la façon dont il imprègne la grande majorité des comptes rendus médiatiques. Autrement dit, c'est la tendance médiatique à coller à ce discours autorisé, à en adopter sans distance les partis pris, et du même coup à les diffuser et les légitimer. Ce qui produit une double couche de fausse neutralité, d'autant plus difficile à mettre en cause qu'elle fait part d'actes ou de phénomènes objectivement choquants ou propres à susciter l'indignation (le braconnage d'espèces protégées, par exemple).

Car un discours coproduit par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) et Interpol, comme c'est le cas pour la « criminalité environnementale » au cours des années 2010, ça n'a rien de neutre, quand bien même ça se présente sous une forme documentée et soignée. Ce n'est pas qu'il faille s'en débarrasser sous prétexte que ça ne vaudrait rien ; c'est même parfois précieux. Simplement qu'il faut tenir compte des conditions de production de ce genre de documents pour en apprécier le contenu. Un contenu qui, par exemple, passe sous silence l'échange économique et écologique inégal,

dans le cadre des rapports de domination géopolitiques. Ou bien qui, en braquant l'attention sur le « crime organisé » tel que légalement défini, escamote le rôle des grandes entreprises dans la destruction du vivant... mais aussi dans la définition des normes légales, par voie de lobbying. Et qui par conséquent ne livre qu'une représentation partielle, voire biaisée du phénomène considéré. De ce point de vue, sa validation médiatique pose problème.

Et elle pose d'autant plus problème qu'elle a des effets sur le champ politique. Cet aspect est laissé de côté dans le livre, mais j'avais aussi travaillé à partir de la « collection des discours publics », une base de données libre d'accès en ligne. Le site a changé depuis, compliquant l'actualisation des données, mais jusqu'en 2017 l'enjeu des crimes et délits contre l'environnement était en deçà de la marginalité politique. On était plutôt dans la quasi-inexistence ! Là aussi, on voit des tentatives qui échouent, en particulier de la part de l'ancien journaliste et alors responsable politique Noël Mamère, qui s'efforce en vain d'introduire cette question à l'occasion de la campagne présidentielle de 2002, dans la foulée notamment du deuxième Forum social mondial de Porto Alegre. On ne trouve ensuite que de très rares mentions isolées. Ce qui, en retour, n'est pas sans effet sur la prise en charge médiatique...

Le travail d'enquête et de reportage est donc indispensable pour sortir d'un tel traitement médiatique. Un travail qui est notamment assuré par les médias indépendants (malgré des moyens limités)...

En effet ! C'est d'ailleurs un travail bien plus difficile et exigeant que celui que j'ai réalisé là, ce dont j'ai bien conscience. Sur un tel sujet, la difficulté pratique, c'est bien souvent de savoir fouiner, insister quand on se heurte à des refus, accéder aux coulisses, recueillir une parole qui soit autre chose que du pur discours officiel, etc., le tout en devant composer avec de fortes contraintes professionnelles. Je ne

“D'une manière générale, les représentations médiatiques pâtissent d'un certain légalisme. C'est-à-dire qu'elles collent aux règles établies ou qu'elles s'y fient sans en questionner l'origine ou le sens.”

Grégory Salle

pouvais pas mentionner à chaque fois tel ou tel effort en ce sens, et j'ai taillé dans les références « médiatiques » pour éviter d'allonger les notes outre mesure, mais je cite quelques supports de sorte à « envoyer un signal », pour ainsi dire. Car évidemment je suis nourri par ces efforts, qui ont contribué à m'ouvrir les yeux, parallèlement à des lectures plus théoriques. Sur la question environnementale en général comme sur les atteintes à l'environnement en particulier, le travail fait par des journalistes dans divers médias (du côté notamment de Basta, CQFD, Mediapart, Politis, Reporterre, etc.) est précieux et même indispensable. De courts articles journalistiques précis et percutants, y compris dans la presse *mainstream*, en disent parfois autant sinon davantage que de longs et bavards articles universitaires, dans la sphère anglophone notamment.

... et aussi, parfois, par des médias dominants, mais tu expliques – en étudiant le cas du Monde – que ces enquêtes sont reléguées et ne font pas la Une.

Tu fais sans doute référence à un article de Rémi Barroux de juin 2014⁶ qui, je le précise, a contribué à m'orienter vers cette question. Cette notion de « criminalité environnementale » m'avait interpellé à l'époque, de même que la coopération entre Interpol et le PNUE qui est à l'origine de l'article, et je me suis dit qu'il y avait matière à creuser... C'est un exemple auquel il est difficile de résister, car il exprime de manière flagrante le décalage entre la gravité du sujet traité (l'article fait quand même froid dans le dos) et la façon dont il est finalement présenté, au terme je suppose d'un débat interne à la rédaction, avec une accroche de première page au même rang et au même format que des événements parfaitement anecdotiques.

Plus largement, l'exemple du *Monde* me fournit un argument *a fortiori*. Comme suggéré tout à l'heure, c'est sans doute le journal qui, au sein de la presse écrite généraliste, s'est le plus efforcé de thématiser comme telle la délinquance ou la criminalité environnementale, aussi bien quantitativement que qualitativement. Ce qui en dit long sur le manque d'ampleur de la couverture médiatique en général sur le sujet. D'autant que les limites ou les travers déjà évoqués s'y retrouvent, y compris le manque de recul par rapport à la documentation plus ou moins officielle, onusienne en particulier. Mais on peut dire la même chose, plus généralement, sur les « statistiques de la délinquance », par exemple, une question sur laquelle existent bon nombre de mises au point

sociologiques dont on peine à retrouver l'empreinte dans le gros du traitement médiatique sur le sujet.

Peut-on dire que dans le sens commun journalistique la « criminalité environnementale » est un concept qui, aujourd'hui, existe au mieux dans sa conception minimaliste (les atteintes à l'environnement illégales) ? Et, de ce fait, peut-on dire de cette conception qu'elle participe (à sa mesure) à la reproduction de l'ordre social et économique tel qu'il est ?

Je suis bien tenté de le dire, en effet ! C'est d'ailleurs en ce sens que, dans l'introduction du bouquin, référence est faite au concept de « pouvoir symbolique » chez Pierre Bourdieu. Lequel pouvoir, celui de nommer le réel dans des termes reconnus socialement, n'a rien de superficiel ou d'inconsistant, bien au contraire. C'est là au fond le problème qui sous-tend le livre : quels sont les effets de pouvoir inhérents à la délimitation, la désignation, la dénomination d'un ensemble de pratiques comme relevant ou non de la « délinquance » ou de la « criminalité » dite « environnementale » ? Tous ces termes posent problème d'une façon ou d'une autre, y compris celui d'environnement, qui suppose une coupure entre les êtres humains et le reste du vivant.

Même sans entrer dans ce débat, on peut prendre un exemple concret pour donner un aperçu de ce dont il retourne, celui de la déforestation. La déforestation illégale est volontiers stigmatisée. Très bien ; personne ne songe à la défendre, mis à part ceux qui en tirent profit – pas seulement de purs « réseaux criminels », loin de là ! Le problème, c'est que l'opération de démarcation dont procède la notion de déforestation illégale a pour effet, par contrecoup, de légitimer ou d'innocenter la déforestation légale, comme si celle-ci ne posait guère problème. Or rien n'est moins sûr, c'est le moins que l'on puisse dire. Il faut donc s'interroger sur la ligne de partage établie entre légalité et illégalité, dans ce domaine comme dans d'autres.

C'est la raison pour laquelle l'objet d'étude, d'un point de vue sociologique, ce n'est pas la description de quelque chose qui serait tout prêt, bien balisé et qui serait la délinquance ou la criminalité environnementale, mais plutôt le travail de qualification et de quantification qui fait exister socialement quelque chose qui est connu et reconnu comme tel — comme c'est le cas pour la « folie », la « richesse » ou le « travail ». Ça peut sembler ergoter, mais en fait c'est essentiel ! ■

4. « L'appel de Politis pour le climat : "Votre inaction est un crime !" », *Politis*, 27 oct. 2021.

5. « Crimes environnementaux : les capitalistes détruisent la planète », *Le Média*, 23 janv. 2022.

6. « La criminalité environnementale explose », *Le Monde*, 25 juin 2014.

METOO: LE PAF EN PÂMOISON DEVANT LA «NUANCE» DE CAROLINE FOUREST

La publication de l'essai de Caroline Fourest, *Le Vertige MeToo* (Grasset), a bénéficié d'une vaste mobilisation médiatique. «*Un essai que vous voulez nuancé et argumenté*» (Léa Salamé, France Inter, 11 sept.), «*un essai passionnant, nuancé*» (Benjamin Duhamel, BFM-TV, 15 sept.), «*extrêmement courageux*» (Sonia Mabrouk, France 2, 21 sept.), «*formidable à lire*» et «*d'une clarté, d'une intelligence et d'un équilibre formidables*» (Christophe Dechavanne, France 2, 21 sept.): en dehors de quelques articles de presse, notamment dans *Télérama*, *Le Nouvel Obs* ou *Libération*, c'est peu dire que Caroline Fourest a goûté de la grande mansuétude de ses consœurs et confrères.

Invitée du «Grand Entretien» sur France Inter et de «C à vous» sur France 5 le jour-même de la parution, des émissions «Signes du temps» et «C'est pas tous les jours dimanche» respectivement diffusées sur France Culture et BFM-TV (15 sept.), de la matinale de RTL (17 sept.), de France 2 («Quelle époque», 21 sept.), de France 5 de nouveau («En société», 22 sept.) ou encore interviewée dans *La Tribune dimanche* (8 sept.), *L'Express* (10 sept.), *Le Parisien* (11 sept.), les micros se sont offerts, en longueur et avec complaisance, à Caroline Fourest. Laquelle a pu dérouler son message: MeToo, oui, mais attention à ses excès.

Que des journalistes discutent publiquement la thèse d'un livre n'a

évidemment, en soi, rien de problématique, y compris celle-ci. Mais encore faut-il le faire sur de bonnes bases... et de manière journalistique. Or, de l'absence d'appui théorique et scientifique, de la liste vertigineuse de mensonges, calomnies et erreurs commises par Caroline Fourest et répertoriées par Mediapart¹, des omissions pratiques² dans ses descriptions d'affaires traitant des violences sexistes et sexuelles ou s'agissant de ses liens avec des hommes dont elle prend la défense³, des postulats subjectifs qu'elle fait passer pour des vérités absolues, des raccourcis grossiers, il n'en sera pas, ou très peu, question.

Une fois n'est pas coutume, sachons gré à Benjamin Duhamel d'avoir été le seul journaliste de l'audiovisuel – parmi ceux précédemment cités, ayant reçu Caroline Fourest en majesté – à avoir cité en fin d'émission une infime partie de la réponse de Mediapart. Mais sachons gré... à moitié seulement, tant Benjamin Duhamel fait preuve d'une maîtrise pour le moins approximative du fond du dossier qu'il soulève et qui lui donne, en apparence, des atours de contradicteur.

D'une part, parce que ne sélectionner qu'une partie des critiques sans faire état de l'étendue des éléments (accablants) avancés contre le travail et les méthodes de Caroline Fourest relève de la désinformation par omission. D'autre part, parce que mentionner l'existence de critiques tout en laissant la journaliste visée s'en

arranger comme elle le souhaite et même en ajouter une couche – elle évoquera au cours de cette émission les «techniques de propagande» utilisées dans la réponse de Mediapart – ne relève pas de la «contradiction»... mais bien du SAV.

Et c'est bien là où le bât blesse: l'absence d'enquête auprès de Mediapart – entre autres... – sur ce dossier et l'absence d'invitation adressée à celles qui seraient en capacité d'assurer une réelle contradiction. Lenaïg Bredoux en l'occurrence – responsable éditoriale aux questions de genre, codirectrice éditoriale et autrice de la réponse de Mediapart – nous a confié n'avoir reçu aucune sollicitation de la part des grands intervieweurs ayant déroulé le tapis rouge à Caroline Fourest au cours des dernières semaines, ni pour s'informer auprès d'elle, ni pour lui proposer un débat – ou une intervention ultérieure. Une journaliste de France Inter a bien recueilli ses propos, cités dans le journal de 19h le 13 septembre, mais il n'en va pas là du même dispositif.

Du reste, cet épisode contradictoire a fait long feu: une semaine plus tard, la co-matinalière de cette même radio, Léa Salamé, renouvelait son invitation à Caroline Fourest – cette fois-ci pour l'émission «Quelle époque», qu'elle anime sur France 2 (21 sept.) – pour mieux faire l'impasse sur les critiques adressées à cette dernière, en particulier celles qu'aura donné à entendre... sa propre consœur de France Inter.

En lieu et place, le rituel est identique sur chaque plateau: saluer le courage de l'autrice d'aborder ce sujet sensible – critiquer les méthodes féministes de dénonciation des violences sexistes et



sexuelles n'a pourtant rien de rare ni de neuf⁴ ; n'apporter aucune correction factuelle, pas même quand Fourest prétend que Judith Godrèche – qu'elle affuble du statut de « procureur public » sur France 2 – a été mariée à l'homme qu'elle accuse de viol, Benoît Jacquot, alors qu'elle était adolescente⁵ ; et laisser l'outrance voguer sans encombre, par exemple lorsqu'elle affirme sur France Culture, face à un Marc Weitzmann tout à l'écoute, que « l'extrême gauche [...], quand des Israéliennes sont violées le 7 octobre [...], sont capables de vous dire que ça fait partie de la résistance. » (15 sept.)

Aucune nuance non plus – nuance pourtant réclamée par l'autrice dans son essai – quand Fourest s'arroge le droit de distribuer les bons et les mauvais points, renvoyant d'un revers de main la critique et la parole d'une auditrice, directement concernée par le sujet des violences sexistes et sexuelles, estimant sa pensée plus légitime. Bref, pas le moindre journaliste pour se référer aux travaux d'analyse établis sur le livre de Fourest, préciser le contrat de lecture – un avis individuel et subjectif sur un fait de société documenté par ailleurs – ou mentionner d'autres sources ayant une autorité scientifique sur les sujets abordés. Et encore moins, cela va sans dire, pour remémorer aux téléspectateurs ou auditeurs quelques aspects de l'édifiant CV de Caroline Fourest en matière de calomnies, ni *a fortiori* les vingt années d'archives patiemment collectées par Les mots sont importants⁶.

Cerise sur le gâteau ? Entendre encore Caroline Fourest se prévaloir de l'autorité morale attachée à sa profession – « Je suis journaliste, moi, je suis attachée aux faits. J'y peux rien, j'ai les deux casquettes, je

suis féministe et je suis aussi journaliste » – sous la bénédiction de Sonia Mabrouk – reçue elle aussi pour vendre un livre, forcément « impertinent » : « Vous êtes la journaliste, avec la rigueur journalistique chevillée au corps, c'est-à-dire [celle qui fait qu']on enquête à charge et à décharge. » Le tout dans « Quelle époque », sur le service public (France 2, 21 sept.).

Las... Comme nous le disions à propos de la tournée médiatique du chroniqueur-enseignant-philosophe-conférencier Raphaël Enthoven lorsque ce dernier commit en 2020 une formidable autofiction, « depuis Karl Kraus, tout semblait avoir été dit sur les accointances suspectes et les proximités indéfendables régnant dans l'univers médiatico-intellectuel »⁷. Faisons aussi nôtre la facétie adressée par Blast à Caroline Fourest⁸ : « Selon les chiffres de Livres Hebdo, ce sont [...] pas moins de 1396 essais qui sont publiés à l'occasion de cette rentrée 2024 ; autant le dire, les places sont chères ! Et vous avez, une fois de plus, su tirer votre épingle du jeu. »

Car en définitive, cette séquence en dit sans doute moins long sur Caroline Fourest que sur les chefferies médiatiques qui lui déroulent envers et contre tout le tapis rouge. Logiques de copinage – en interview, « Caroline » appelle « Babeth » (Anne-Élisabeth Lemoine), « Léa » et « Benjamin » par leurs prénoms – ; reproduction des hiérarchies à l'œuvre dans le champ de l'édition consistant à consacrer les consacrés et à donner plus à ceux qui ont plus ; paresse intellectuelle ; mimétisme moutonnier ; droitisation... On ne saurait hiérarchiser les ressorts qui sous-tendent le « phénomène Fourest » et, en dernière instance, reviennent à mépriser l'information de même que l'éthique

journalistique la plus élémentaire. À cet égard, le lancement d'Émilie Tran Nguyen pour France 5 en dit long – « C'est le livre qui dérange en cette rentrée littéraire ! », comme sa variante façon Léa Salamé sur France 2 – « C'est le livre qui fait le plus de bruit en cette rentrée ! » –, dont on connaît la passion pour le journalisme, ou bien plutôt... pour « le moment »⁹.

Alors, puisque le cirque est voué à continuer, reste à constater l'impunité : rien ne semble pouvoir écorner le capital médiatique, en perpétuelle consolidation, de Caroline Fourest. De quoi méditer les intuitions d'une autre consœur nuancée, Eugénie Bastié, saluant « une évolution de l'idéologie progressiste vers une forme de réalisme tempéré » – mais somme toute encore trop « woke » – et surtout très inquiète quant à l'avenir de « la Girondine de la révolution #MeToo » (Le FigaroVox, 18 sept.) : « Telle Olympe de Gouges, révolutionnaire et féministe, qui jugea que la Révolution française allait trop loin et refusa de voter la mort du roi, elle voudrait corriger le néoféminisme de ses excès. Comme elle, elle encourt la guillotine (médiatique). » Il lui reste, de toute évidence, bien plus qu'un sursis. ■

1. « Les mensonges de Caroline Fourest », Léniaïg Bredoux, blog Mediapart, 13 sept.

2. « Le Vertige MeToo », l'essai vide et problématique de Caroline Fourest », *Télérama*, 23 sept.

3. « Ce que Caroline Fourest ne dit pas sur Alain Terzian dans son livre », *L'Informé*, 23 sept.

4. « #BalanceTonPorc : libération de la parole sous caution médiatique », *Médiacritiques* n°26, janv.-mars 2018, p. 15.

5. « Le vertige MeToo » : Caroline Fourest multiplie les erreurs, Arrêt sur images, 19 sept.

6. « Soeur Caroline Fourest et ses ami(e)s », Les mots sont importants.

7. « Dernières nouvelles de Saint-Germain-des-Prés », *Médiacritiques* n°36, oct.-déc. 2020, p. 3.

8. « Chère Caroline Fourest », Blast, 19 sept.

9. « Purge politique à France Inter », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 4.





LES MÉDIAS EN GUERRE CONTRE LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE

Retour sur les élections législatives de juin-juillet 2024.

« **D**on't Look up! » Ce film diffusé en 2021 sur Netflix relate l'histoire de scientifiques qui alertent les médias et les dirigeants politiques de l'arrivée d'une météorite s'apprêtant à détruire la Terre. Ceux-ci, sourds aux avertissements, exhortent la population à ne pas lever les yeux : don't look up! Cette métaphore évoque ce que médias et politiques mettent en scène depuis plusieurs années et qui se précipite ces dernières semaines : « Détournez votre regard de cette extrême droite qui vient, mais tremblez devant cette gauche qui pourrait gouverner ».

Il semble bien que les campagnes médiatiques contre les candidats de gauche soient devenues de simples routines journalistiques. On se souvient du « cauchemar » Benoît Hamon lors de la « primaires citoyenne » en 2017¹, de la panique Sandrine Rousseau avant l'élection présidentielle de 2022², ou de la haine anti-Nupes au moment des législatives de 2022³. À quelques jours

du second tour des élections législatives de 2022, le rédacteur en chef du *Figaro* Guillaume Tabard résumait ainsi la campagne médiatique contre la Nupes : « D'un point de vue tactique, Macron doit susciter un front anti-Mélenchon, c'est-à-dire convaincre les électeurs de droite, de la gauche modérée et même lepénistes, de faire barrage à la gauche radicale. »⁴ Ce mot d'ordre avait eu du succès dans les médias... mais il n'était pas inédit : Jean-Luc Mélenchon est incontestablement et de longue date l'ennemi médiatique numéro un.

« Mélenchon-Le Pen, le match des populismes », « Mélenchon veut nationaliser la France et revenir au kolkhoze », « Le Pen, Mélenchon, même danger », « un apprenti sorcier », « haine sociale, communautarisme assumé, antisémitisme agressif, racisme tranquille... C'est woke en stock »,

« [Mélenchon], le Hanouna de la gauche », « l'imam Jean-Luc Mélenchon »...⁵ Du *Monde* au *Figaro* en passant par TF1, RMC, France Inter ou les chaînes de

« Il faut un cordon sanitaire autour de La France insoumise, qui est devenue au fil des années un parti profondément antisémite. »

Françoise Laborde

1. « Benoît Hamon le rêveur » : un cauchemar pour les éditorialistes », *Acrimed*, 7 févr. 2017.

2. « Sandrine Rousseau, la candidate qui n'a pas plu aux médias », *Acrimed*, 4 oct. 2021.

3. « Anatomie d'une campagne médiatique contre la gauche », *Médiacritiques* n°43, juil.-sept. 2022, p. 4.

4. « Les barbares à nos portes! », *Le Monde Diplomatique*, juil. 2022.

5. Respectivement, *Le Monde*, 8 févr. 2012; *Le Figaro*, 2 févr. 2012; *Le Monde*, 13 avr. 2017; *Mediapart*, 1^{er} mai 2017; *Le Figaro*, 14 juin 2022; Yaël Goosz, *France Inter*, 5 déc. 2023; RMC, 6 déc. 2023.

débat en continu, depuis 2012 et la première campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon, les médias – parfois avec des nuances – n’ont jamais cessé de clouer La France insoumise (et en particulier son leader) au pilori, multipliant vilénies et calomnies. Même Mediapart, qui à la différence des autres médias se positionne dans le camp progressiste, a régulièrement soufflé le chaud et le froid autour du « problème » Mélenchon.

Mais avec l’annonce de la dissolution de l’Assemblée nationale et la constitution du Nouveau Front populaire, les dernières digues de la déontologie ont cédé. Les calomnies et les vilénies d’hier sont devenues les vérités mensongères et les évidences injurieuses d’aujourd’hui. La diffamation triomphe en continu sur les chaînes de débats et la propagande ne connaît plus de limite. Avec une arme de disqualification massive...

«ANTISÉMITISME» À TOUS LES ÉTAGES

Sur CNews, dès le 10 juin, le ton est donné par la journaliste Françoise Laborde, ex-membre du CSA : « Il faut un cordon sanitaire autour de La France insoumise, qui est devenue au fil des années un parti profondément antisémite. » Le lendemain, juste après l’annonce de l’union à gauche, Ruth Elkrief lance sur LCI : « On pourrait faire une longue liste de dérapages antisémites de Jean-Luc Mélenchon et de certains de ses proches. » Et Géraldine Woessner renchérit : « LFI a fait une campagne aux relents antisémites assumés, alignés sur les positions de l’islam politique. » Yves Thréard, du Figaro, vocifère sur Europe 1 : « La gauche, c’est la gauche de la honte, c’est le front de la honte ! C’est absolument abject, abject parce que chez eux il y a une chose qui est supérieure à tout dans l’abjection, c’est cet antisémitisme. » (14 juin) Le même jour sur BFM-TV, Bernard-Henri Lévy s’interroge : « Comment voulez-vous que ces gens qui ont fait toute la campagne européenne sur des arguments antisémites, qui ont mis Mme Rima Hassan en tête quasiment de leur liste, comment voulez-vous qu’ils puissent le croire si en une nuit, ils effacent tout ça ? » La question n’est pas clairement formulée, mais la calomnie, elle, est parfaitement claire.

Le lendemain sur CNews, c’est l’autre philosophe des médias (d’extrême droite), Michel Onfray, qui déverse sa bile : « D’un seul coup, les antisémites prennent la voie et finalement embarquent tout le monde

dans cette aventure ; ce n’est pas un front populaire, c’est un front antisémite, pour le coup. Antisioniste, antisémite. » Et violente, comme l’indique Jean-René Van der Plaetsen aux abonnés du Figaro Magazine, en présentant LFI comme « une formation ouvertement antisémite prônant la violence civile » (15 juin). « C’est la gauche française qui donne le la : l’antisémitisme devient exprimable ! », s’écrie Dominique Reynié (LCI, 20 juin), au diapason d’un très large spectre d’une éditocratie qui serait bien en peine de citer la moindre déclaration qui justifierait un tel déluge diffamatoire.

Il faut souligner que les imputations d’antisémitisme ne sont pas l’apanage des médias d’extrême droite ou des chaînes de débats en continu. Sur Radio Classique par exemple, Franz-Olivier Giesbert alerte : « Il faudrait regarder un petit peu du côté de l’extrême gauche où se trouvent l’antisémitisme et le fascisme. » (13 juin) Le 17 juin, sur France Inter, Sophia Aram, plus prompte à cogner sur LFI qu’à soutenir son comparse Guillaume Meurice⁶, monte d’un cran – dans l’humour, naturellement : « Combattre le parti de la préférence nationale, du droit du sang, de Frédéric Chatillon, de Mariani et de leurs amitiés bacharistes en s’alliant au parti de la préférence antisémite et du droit du Hamas ne me paraît pas raisonnable. » Le même jour, sur la même radio, l’essayiste plagiaire Jacques Attali enfonce le clou sans que Nicolas Demorand ne sourcille : « Il y a des candidats totalement infréquentables dans le Front populaire, ce sont les candidats antisémites implicites ou explicites qui s’y trouvent. » Le lendemain c’est au tour de Caroline Fourest d’expliquer – encore sur France Inter – qu’« il est impossible de nous demander de voter pour des candidats qui tiennent des propos antisémites et complices de mouvements totalitaires comme le Hamas. »

Dans Libération, le 18 juin, l’ancien patron du journal, Serge July, assure que « l’antisémitisme d’une partie de la France insoumise abîme ce Front populaire. » Sur RTL, Amandine Bégot se veut plus retorse et demande à Olivier Faure : « Vous dites qu’il vaut mieux gagner, quitte à ce que ce soit aux côtés de personnes antisémites, ou de personnes qui ont tenu des propos antisémites, plutôt que de voir le RN l’emporter ? C’est ce que vous dites ou pas ? » (19 juin) Dans les deux cas, la réponse validerait les accusations ignobles que contient la question. Même technique, quelques jours plus tôt, face à Fabien Roussel : « Sauf qu’il y a eu les prises de position contre Israël, les propos antisémites, la bordélisation. Tout ça, ça compte plus ? » (14 juin) La petite

«Ce n’est pas un front populaire, c’est un front antisémite.»

Michel Onfray

6. « Sophia Aram n’est pas très “Charlie” », *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 6.

musique résonne même jusqu'à Mediapart et son fondateur: « *Complaisance d'une partie de la gauche vis-à-vis de l'antisémitisme* » (Mediapart, 20 juin), « *les fautes commises, d'insensibilité ou d'ignorance, par Jean-Luc Mélenchon* » (Edwy Plenel, 16 juin)...

L'inculpation pour antisémitisme est partout: sur toutes les chaînes, dans tous les journaux et sur toutes les ondes. Le délire gagne également les réseaux sociaux et en particulier Raphaël Enthoven qui poste plusieurs fois par jour des messages calomnieux sur X contre l'union de la gauche. Exemples (parmi une cinquantaine): « *Les gens qui veulent faire "barrage" au RN en votant NFP se trompent (...): on lutte mal contre l'extrême-droite en faisant équipe avec des antisémites virulents et des soutiens de Poutine.* » (17 juin); « *Combien de candidats du nouveau "Front populaire" ne sont ni antisémites, ni mis en examen pour apologie du terrorisme?* » (16 juin)

«FAKE NEWS» EN CASCADES

Ces accusations, aussi délirantes soient-elles⁷, circulent désormais en toute liberté. Et dans les jours qui ont précédé le premier tour des élections législatives, de nouvelles fake news se sont ajoutées à ces calomnies répétées depuis des mois, si ce n'est des années⁸.

Exemple 1. Le 19 juin sur LCI, Ruth Elkrief relaye une fake news qui circulait depuis 24h dans les médias et sur les réseaux sociaux à propos de la candidate NFP Amal Bentounsi. Exhumée par BFM-TV la veille, cette rumeur avait été reprise par CNews, Europe 1 (Cyril Hanouna), *Le Parisien*, etc.: « *Amal Bentounsi qui a dit: "on ne peut pas reprocher à un croyant d'être homophobe si sa religion le lui commande"...* » En plateau, c'est Manuel Bompard qui recadre: « *C'est une fake news [...], vous ne pouvez pas attribuer à une personne des propos qu'elle n'a jamais tenus* »... et qui explique que cette phrase apparaissait sur le compte Facebook de l'association que la candidate co-animait, et qu'elle l'a fait retirer dès qu'elle s'en est rendue compte. « *On va vérifier!* » conclut David Pujadas. On y croit.

Exemple 2. Le 24 juin sur RTL, Richard Malka: « *On a un autre député de ce parti qui relativise le viol d'une jeune fille de 12 ans parce qu'elle est juive, Aymeric Caron.* » Yves Calvi glisse un « *en effet* ». Et quand l'avocat ajoute: « *Ce parti a réhabilité l'antisémitisme. On peut être de gauche, antisémite et cool: ça s'appelle LFI* », Yves Calvi l'interroge benoîtement: « *Et comment on combat ça?* » Manifestement il ne s'agit pas de lutter contre les vilénies de Malka, que Patrick Cohen (21 juin) avait commencé à répandre: « *Lutter contre l'antisémitisme, oui, mais continuer à le relativiser comme l'a fait Aymeric Caron sur le crime de Courbevoie...* »

Le député LFI a-t-il « *relativisé* » le crime de Courbevoie⁹? Absolument pas. Le 19 juin, il avait diffusé le tweet de François Ruffin qui dénonçait cet « *horrible viol antisémite* » et dans un autre tweet avait relayé une information du *Parisien* sur une femme enceinte assassinée par deux hommes « *pour la seule raison qu'elle était rom* », avec pour commentaire: « *Ce crime raciste, personne n'en parle. Aucun "débat" sur les chaînes info.* » D'ailleurs,

toujours le 19 juin, il répète à plusieurs reprises être « *révulsé par le crime antisémite ignoble dont a été victime cette jeune fille de 12 ans à Courbevoie* ». Il n'est pire sourd...

UN PROGRAMME «COMPLÈTEMENT FOU»

Si le pilonnage intensif de diffamations pures et simples semble être la dernière nouveauté du journalisme politique, la critique du programme économique du NFP a un air de « *déjà vu* ». En effet, à chaque élection, les programmes de gauche sont scrutés, critiqués puis rejetés par une grande partie des médias car jugés « *trop irréalistes* » ou « *trop coûteux* ». Ce nouvel épisode n'échappe pas à la règle. Jouant le jeu de la majorité présidentielle, éditocrates et journalistes économiques reprennent en chœur le même refrain, ce qu'a documenté Arrêt sur images dans un article¹⁰, dont certaines citations ci-dessous sont extraites.

7. Lire « Réponse collective à une infamie: Sur l'accusation d'antisémitisme portée contre la France insoumise », Au Poste, 17 juin 2024.

8. Le 12 juin sur Arte, la philosophe Perrine Simon-Nahum relançait même la fausse « polémique Moscovici », qui remonte à 2013. Lire « Mélenchon antisémite? De la "petite phrase" déformée au "clash" obsessionnel », Acrimed, 27 mars 2013.

9. Comme Caroline Fourest ou Anne Sinclair ont elles aussi essayé de le faire croire, sur X, quelques jours auparavant.

10. « Programme éco: la gauche, ce "danger" pour les télé », Arrêt sur images, 23 juin.

« La campagne est terminée pour eux [...]. La gauche est perdue aujourd'hui [...], elle a perdu cette campagne. Elle a pondu un programme économique délirant! » résume Jean-Michel Apathie sur RTL à trois jours du premier tour. « Délirant » ? Assurément pour Nicolas Doze sur BFM-TV, qui craint un « choc fiscal [...] d'une violence inédite » : « On verra augmenter le taux d'emprunt de la France, c'est évident [...]. Ensuite, hausse du chômage des peu qualifiés avec la hausse du smic, c'est sûr. Perte de compétitivité des entreprises, c'est sûr. » Sur France Info, face à Alexis Corbière, la « question » de l'animatrice vaut tout un édito (de droite) : « On rase gratis, il faut tout augmenter, les salaires, l'allocation étudiants, les pensions de retraite, dans un moment où on cherche des économies, c'est crédible? » (15 juin) Fidèle à ses habitudes, François Lenglet (TF1, 15 juin) défend courageusement le CAC 40 : « Si la France est seule

à taxer les riches, ça ne peut pas marcher parce que quand vous prenez un marteau et que vous le mettez au-dessus de quelqu'un, il y a peu de chances qu'il reste en dessous et qu'il attende tranquillement. » Et quand l'économiste Thomas Piketty tente de défendre durant quelques minutes le programme du NFP sur LCI, il fait face à cinq journalistes d'une rare hostilité. À chaque tentative de réponse qu'il formule, il est coupé par une ou deux voix rendant la séquence inaudible (23 juin).

Nicolas Bouzou, dans *L'Express*, fait mine de s'interroger : « Il est difficile de dire si ce programme est issu d'une perte de sens absolue, d'un ressentiment contre un pays auquel on voudrait du mal ou d'une provocation pour être certain de ne pas gagner et donc de ne pas gouverner. » Mais sa conclusion s'impose : « Ce qui

est certain, c'est qu'il est une insulte à l'intelligence des Français. » D'ailleurs, il peut la reformuler sur LCI, synthétisant la pensée dominante : « Le programme économique du Nouveau Front populaire est complètement fou. La politique d'interventionnisme, d'illibéralisme, de dépense publique est beaucoup plus débridée du côté du NFP que du

côté du RN. » (20 juin) Son choix est fait. C'est d'ailleurs le même qu'au *Figaro*, où on s'inquiète pour ses lecteurs – avec le sens de la nuance : « Si le programme du RN, très instable, les inquiète, celui du Nouveau Front populaire les terrifie. » (22 juin) Serait-ce le même qu'au *Point*, qui se fait du souci pour son propriétaire (François

Pinault, 7^e fortune française d'après *Challenges*) : « Les 68 milliardaires que compte la France sont loin d'être les seuls visés par cet incroyable matraquage [...], la mise en pratique de ce projet reviendrait en réalité à asphyxier l'économie de la France » (27 juin) ? On n'ose y croire.

Enfin, la propagande est aussi à l'œuvre sur Arte. Dans son JT du 27 juin, la chaîne présente sur un ton très objectif les mesures sur les salaires et les retraites de chaque programme. Toutefois, à deux reprises, le politiste Pascal Perrineau attaque les propositions du Nouveau Front populaire

sans qu'aucun expert ne soit convié pour commenter celles des autres formations ! Ainsi, augmenter les salaires reviendrait à « orienter la France vers une situation peut-être de banqueroute à terme », et réduire l'âge du départ à la retraite « enverrait un signal détestable à nos partenaires ».

La campagne médiatique nauséabonde subie durant trois semaines par le Nouveau Front populaire rappelle dans les grandes lignes celle que les partisans du « non » avaient vécu en 2005 lors du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Mais si, à l'époque, les médias avaient unanimement soutenu le « oui », usé et abusé de raccourcis et d'artifices, nous n'avions jamais vu un tel déluge de calomnies débridées, de mensonges et de mauvaise foi. Nous le disions, ces derniers mois les digues sautent les unes après les autres et l'horizon s'assombrit encore un peu plus sur les médias... et sur la société. ■

« La gauche a pondu un programme économique délirant! »

Jean-Michel Apathie

DE L'AUTO-AVEUGLEMENT DE LA MÉDIATRICE DE RADIO FRANCE

Le 21 septembre, les auditeurs de France Info ont « rendez-vous » avec la médiatrice de Radio France, Emmanuelle Daviet. Au menu ce jour-là, le traitement réservé aux attaques d'Israël contre les membres du Hezbollah libanais, via leur bipeur ou leur talkie-walkie. L'occasion d'un numéro d'équilibriste de haute voltige, signé Franck Mathevon, directeur de l'information internationale de Radio France.

Les 5 minutes du « Rendez-vous de la médiatrice » sont quasiment le seul moment où les critiques des auditeurs sur le travail journalistique de France Info peuvent être entendues à l'antenne de la radio publique. Autant dire qu'il est très encadré. En règle générale, c'est la médiatrice qui se charge de les transmettre et de les neutraliser tout en même temps. Ce 21 septembre, tout n'avait pourtant pas si mal commencé. Pour une fois, la médiatrice se contente de lire, sans l'assortir de commentaires, un courrier d'auditeur qui pose clairement le débat :

Le Proche-Orient suscite un abondant courrier depuis le début du conflit entre Israël et le Hamas et cette semaine en particulier, avec ce qui s'est produit au Liban. Des auditeurs s'interrogent et une thématique revient très souvent dans leur courrier. Je vous lis l'un d'entre eux. «Après les attaques via bipeurs et

talkies walkies, causant des milliers de blessés et plusieurs dizaines de morts, comment se fait-il que les journaux de France Info ne parlent pas de terrorisme, mais seulement d'attaques ? »

Et en effet, on ne peut que s'étonner, après avoir vu l'ensemble des grands médias, après le 7 octobre, exiger de tous leurs interlocuteurs, comme préalable (et souvent comme substitut) à toute « discussion », de condamner l'attaque « terroriste » du Hamas, de ne voir ce terme jamais employé pour qualifier une attaque ayant causé des explosions aux dégâts par nature incontrôlables et indiscriminés, ayant touché, inévitablement et donc sciemment, des hommes, femmes et enfants n'ayant d'autre tort que de se trouver au mauvais endroit au mauvais moment. Dans un cas, la dénonciation du terrorisme est indispensable, dans l'autre, loin d'être exigée, elle n'est même pas envisagée : rarement le double standard

*« Comment continuez-vous à respecter le principe d'équilibre auquel sont très attachés les auditeurs pour évoquer cette guerre ? »
Emmanuelle Daviet*

dont bénéficie Israël n'aura paru plus flagrant.

Mais en réalité, n'y voyez aucun déséquilibre. Écoutez les explications limpides de Franck Mathevon, qui commence très fort :

Alors c'est une excellente question que pose cet auditeur. En fait, c'est lié évidemment à la définition du terrorisme. Les experts sont très divisés sur cette question, sur ce sujet. Pour beaucoup d'entre eux, un État ne peut pas être l'auteur d'une attaque terroriste. C'est uniquement le fait d'une organisation telle que le Hamas, par exemple, pour les massacres du 7 octobre l'an dernier, mais ça ne peut pas être le fait d'un État.

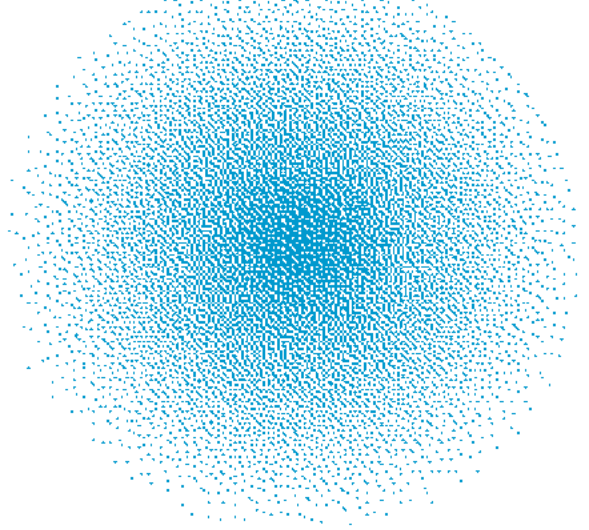
À une « excellente question », Mathevon répond donc par un argument d'autorité mal ficelé qui ferait sourire sous la plume d'un lycéen, mais qui est un peu gênant venant d'un directeur de l'information. Lui-même doit le sentir, puisqu'il se sent contraint à quelque concession :

Évidemment ce sujet est discutable. Un débat peut tout à fait s'instaurer. À ce propos, il ne fait pas de doute qu'Israël a voulu semer la terreur au sein de la population libanaise et en particulier au sein de la population du Hezbollah, ce groupe chiïte qui lui est hostile. Maintenant, on peut aussi estimer – et ce serait sans doute le point de vue israélien – que Israël, par cette attaque – qui n'est pas encore officiellement attribuée par ailleurs, mais on peut supposer qu'elle l'est – qu'Israël,

par cette attaque, a visé des combattants du Hezbollah, des militants, des hommes possiblement armés, a minima des réservistes et que, par conséquent, il ne s'agit pas d'une attaque terroriste. Mais je suis tout à fait conscient qu'il peut y avoir un débat à ce sujet.

Admirons l'honnêteté intellectuelle de notre journaliste, qui a conscience de l'existence d'un « débat » – entre deux positions qui sont, au passage, non exclusives l'une de l'autre : qu'Israël ait « visé des combattants » n'exclut nullement qu'il ait voulu « semer la terreur ». Mais passons : l'essentiel, c'est que si Mathevon reconnaît généreusement que la question de qualifier ou non Israël de « terroriste » se pose, parmi les « experts » mystérieux qu'il convoque et même à ses propres yeux, cela ne lui pose manifestement aucun problème d'avoir tranché ce débat (en faveur, donc, du « point de vue israélien »), sans même l'avoir porté à la connaissance du public – puisque précisément, ce que l'auditeur pointait, c'est que les journaux n'ont jamais parlé de « terrorisme » israélien. Ce débat n'aura jamais eu lieu à l'antenne, et pas davantage avec la « médiatrice ». Face à tant de « conscience », rassurée, elle se contentera de changer de sujet avec l'une de ces questions dont elle a le secret : Franck Mathevon, comment continuez-vous à respecter le principe d'équilibre auquel sont très attachés les auditeurs pour évoquer cette guerre ?

Un tel sens de l'équilibre avec autant d'auto-aveuglement forcerait presque le respect. ■



PALESTINE L'INVISIBILISATION CONTINUE

Le Parisien persiste et signe à la Une.

Dans le *Médiacritiques* n°49 (janv.-mars 2024, p. 18), nous concluons ainsi une première étude relative aux Unes du *Parisien*: « *Le panel que donne à voir [le quotidien] depuis plus de deux mois reste la manifestation la plus cristalline non seulement de l'existence d'un double standard médiatique vis-à-vis de la situation au Proche-Orient, mais également d'une désinformation par omission, indigne de la part d'un quotidien "généraliste" aux prétentions locale et nationale et à l'influence encore manifeste dans la sphère journalistique... et politique.* » Huit mois plus tard, le bilan est plus accablant encore.

Notre revue des Unes du *Parisien* s'étend désormais du 8 octobre 2023 au 8 septembre 2024: onze mois pour 334 couvertures. L'information sur la situation au Proche-Orient fait l'objet, au total, de 26 gros titres (7% environ). Parmi ceux-ci, 16 sont consacrés à l'État d'Israël ou à des Israéliens et seulement 7 à Gaza, soit plus de deux fois moins. 2 Unes portent sur les déplacements d'Emmanuel

Macron en Israël puis à Ramallah, en Cisjordanie occupée (24 et 25 oct. 2023). Une dernière couverture (19 oct. 2023) entend rendre compte, à travers la photographie d'une manifestation à Beyrouth, des « réactions dans le monde musulman » à l'explosion à l'hôpital Al-Ahli Arab de Gaza survenue deux jours plus tôt...

S'agissant de l'intérêt que porte la direction de la rédaction aux événements sur le terrain, la chronologie et le détail des couvertures témoignent d'un double standard au carré. Sur la durée en effet, nous établissons le même constat qu'au terme de nos précédentes observations des Unes des hebdomadaires, mais également de celles des principaux quotidiens ainsi que des interviews de la matinale de France Inter¹: un coup de projecteur massif sur le 7 octobre

avant une disparition progressive du sujet au premier plan et, par conséquent, une invisibilisation spectaculaire des conséquences de la guerre menée par l'État d'Israël à Gaza. La formule « à Gaza » est employée

**Huit mois
plus tard,
le bilan est
plus accablant
encore.**

1. « Israël-Palestine: le naufrage du débat public (suite) », *Médiacritiques* n°50, avr.-juin 2024, p. 34.



La chronologie et le détail des couvertures témoignent d'un double standard au carré.

ici à dessein : sur les onze mois étudiés, aucun autre territoire palestinien ne figure en Une du *Parisien*. Pas même la Cisjordanie occupée, où les attaques de colons suprémacistes ont pourtant redoublé d'intensité à partir du 7 octobre ; où l'État d'Israël a « discrètement accaparé, fin juin, la plus vaste étendue de terres [...] depuis plus de trois décennies » (*Le Monde*, 5 juil.) ; où le gouverne-

ment israélien, enfin, commande depuis fin août une attaque militaire « d'une ampleur inégalée depuis la répression de la seconde Intifada de 2000 à 2004 », rappelle l'AFPS dans un communiqué (29 août), lequel met au passage les mots sur un phénomène que les médias dominants persistent à mal nommer et, partant, à minimiser : « un nettoyage ethnique sans retour possible. » À ce jour, l'OCHA rapporte que depuis le 7 octobre, « 652 Palestiniens ont été tués en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est. [...] [L]es autorités israéliennes ont détruit, démoli, confisqué ou forcé la démolition de 1478 structures palestiniennes à travers la Cisjordanie, déplaçant

plus de 3477 Palestiniens, dont environ 1485 enfants, ce qui représente plus du double du déplacement enregistré au cours de la période équivalente avant le 7 octobre, où 1363 Palestiniens ont été déplacés, dont 637 enfants. »²

GAZA : TROU NOIR ÉDITORIAL À LA UNE

S'agissant de Gaza, le graphique ci-contre matérialise la cécité volontaire du *Parisien* : depuis le 28 décembre, soit plus de huit mois, la rédaction n'a daigné consacrer aux Palestiniens qu'une seule couverture – et ce ne sont pas les trois manchettes supplémentaires qui équilibrent la balance (nous y reviendrons). Dans leur immense majorité, les précédentes Unes ont été publiées au mois d'octobre 2023 (5 sur 7) et nous pointions déjà combien ces dernières « ne mobilisent qu'un seul imaginaire... et ne véhiculent qu'un point de vue : la manière dont le gouvernement israélien perçoit Gaza et la donne à voir au reste du monde. »

Ainsi, sur les six couvertures parues entre octobre et décembre 2023, on peut observer « des roquettes tirées de Gaza détruites en vol par le Dôme de fer israélien » (12 oct. 2023) ; « un tueur du Hamas, filmé

Gaza a beau être à la Une, elle n'est pas le sujet central.

lors de l'assaut du festival de musique» (13 oct. 2023); un blindé de l'armée israélienne pour illustrer les «premières incursions de Tsahal» dans la bande de Gaza (27 oct. 2023); mais aussi «des tunnels de Gaza» pour deux d'entre elles (26 oct. et 28 déc. 2023). En bref: le portrait d'un territoire menaçant réduit au seul Hamas. Le 29 octobre, une photo d'immeubles détruits

dégageant une colonne de fumée occupe la moitié de la Une, légendée comme suit: «L'offensive contre le groupe terroriste a pris la forme d'une infiltration militaire du nord de Gaza. Les familles des otages redoutent le pire pour leurs proches alors que Netanyahu annonce une "phase longue et difficile".»

La dissonance manifeste entre le texte et l'image appuie l'orientation du *Parisien*: plutôt que de faire état de ce que nous enseigne la seconde – les ravages matériels et humains à Gaza –, la direction met en avant le point de vue des familles et du gouvernement israéliens. Pour le dire autrement, Gaza a beau être à la Une, elle n'est pas le sujet central.

Sur les onze mois étudiés, cette Une (29 oct. 2023) est donc la seule à donner un (maigre) aperçu

Le terme «bombardement» ne figure pas une seule fois en Une, pas plus que celui de «massacres» ni a fortiori de «génocide».

de l'anéantissement matériel de Gaza. Chercheurs et experts ont beau documenter un «urbicide» et un «domicide» en cours sur le territoire – 63 % du bâti y a été détruit ou endommagé selon les dernières analyses de l'UNO-SAT – rien ne transparaît en première page du quotidien. Le terme «bombardement» n'y figure d'ailleurs pas une seule

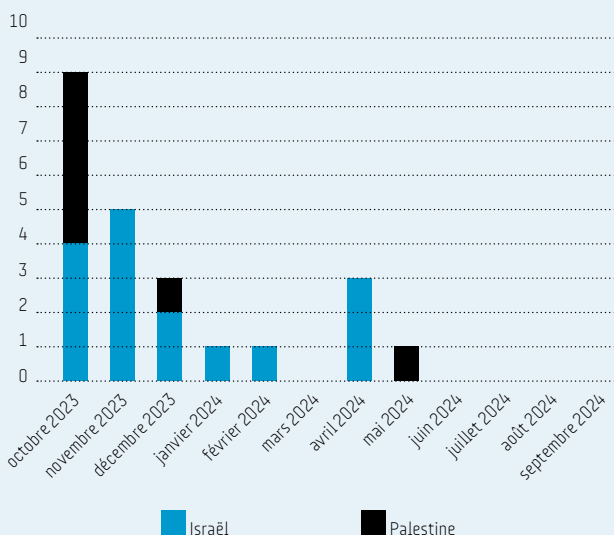
fois, pas plus que celui de «massacres» ni a fortiori de «génocide».

En d'autres termes, *Le Parisien* se livre à une invisibilisation du fait majeur en cours dans la région depuis onze mois: une guerre d'anéantissement menée par l'État d'Israël contre les Palestiniens, dont le bilan atteint désormais près de 41 000 morts, sans compter les blessés, les disparus, les personnes gisant sous les décombres, pour ne rien dire d'autres types de conséquences que revêt sur le terrain cette catastrophe humanitaire. Depuis les premières déclarations de la Cour de justice internationale évoquant un risque plausible de génocide jusqu'aux bombardements de camps, véhicules et personnels humanitaires par l'armée israélienne, en passant par le ciblage et la mort d'au moins 111 journalistes³, les révélations de tortures sur des prisonniers palestiniens, les requêtes du Procureur de la Cour pénale internationale, etc., aucun événement n'a semblé attirer l'attention du *Parisien* au point qu'il veuille en faire sa Une.

La dernière couverture relative à Gaza, en date du 19 mai, mérite qu'on s'y arrête. Elle montre une enfant amputée, souriant sur une balançoire, au Qatar. C'est la première fois que les lecteurs du *Parisien* voient un visage palestinien, en couverture de leur journal, depuis le 7 octobre 2023. Ils n'en verront pas

2. OCHA, «Humanitarian Situation Update #213 – West Bank», 4 sept.
3. «Journalist casualties in the Israel-Gaza war», CPJ, 4 oct.

Israël-Palestine en gros titre du *Parisien*
du 8 octobre 2023 au 8 septembre 2024



Mais le plus important réside surtout dans l'aggravation du double standard qualitatif que nous pointions dès le premier volet de cette étude: « *Le traitement différencié à l'égard des otages, des victimes et des rescapés des massacres du 7 octobre est criant. Et*

trahit, une nouvelle fois, l'insoutenable hiérarchie des vies humaines et des souffrances qu'opèrent et exhibent les directions éditoriales. »

Au cours des huit mois qui ont suivi en effet, *Le Parisien* n'a pas bougé d'un iota. Non seulement les Unes consacrées à l'État d'Israël ou à des Israéliens sont désormais plus de deux fois plus nombreuses (16 au total), mais la direction du quotidien a continué de leur octroyer un monopole émotionnel. Ainsi, tandis que les civils palestiniens sont littéra-

lement dépossédés de tout témoignage affectif en couverture, les otages et civils israéliens recueillent des marques de compassion continues, franches et assumées du quotidien. Pour ne prendre qu'un seul

L'absence de Gaza à la Une du Parisien n'est pas le pendant d'une désertion informationnelle totale de la région.

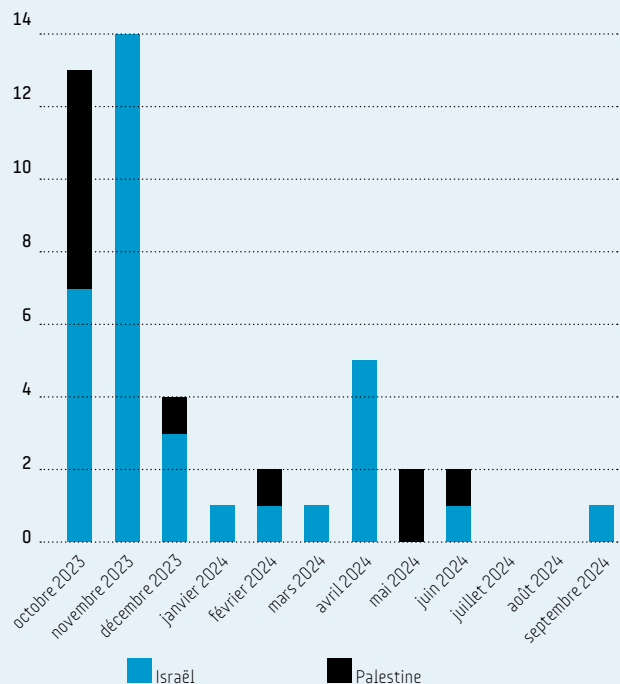
d'autres. Quant au gros titre, « *Auprès des enfants blessés de Gaza* », il évite soigneusement de nommer l'État qui les a blessés, et de rappeler le nombre effrayant de ceux qu'il a tués. Dans la légende qui accompagne la photo, *Le Parisien* se félicite sans vergogne de son exclusivité: « *Nous avons rencontré des familles palestiniennes évacuées et soignées depuis fin 2023 dans les hôpitaux de Doha au Qatar. Une première pour un journal européen.* » *Le Parisien* imagine-t-il mériter une médaille?

Rappelons que le 9 mai, la directrice générale de l'Unicef Catherine Russell rapportait que « *selon les dernières estimations du Ministère palestinien de la santé, plus de 14 000 [enfants] ont été tués* », tandis que l'ONG Save the children estime « *à plus de 20 000 le nombre d'enfants perdus, disparus, détenus, enterrés sous les décombres ou dans des fosses communes.* » (24 juin) Qu'une enfant victime de l'armée israélienne ait retrouvé, le temps d'une photo, le sourire, est une chose. Que ce sourire soit la seule image du martyr subi par les Palestiniens que *Le Parisien* ait daigné montrer à ses lecteurs pose un tout autre problème. C'est l'arbre qui cache non plus une forêt, mais un champ de ruines et de désolation – une indécente désinformation par occultation.

DOUBLES STANDARDS

L'absence de Gaza à la Une du *Parisien* n'est pas le pendant d'une désertion informationnelle totale de la région de la part du quotidien. En cumulant les gros titres et les manchettes, si l'on constate bel et bien une très nette diminution des occurrences à partir du mois de décembre, certaines « actualités » relatives à l'État d'Israël percent la Une, en dehors des mois de mai, juillet et août 2024.

Israël-Palestine en couverture du *Parisien*
(gros titres + manchettes)
du 8 octobre 2023 au 8 septembre 2024



exemple, le 21 avril, le quotidien titrait sur «*le traumatisme sans fin des Israéliens*». Il n'existe strictement aucun équivalent côté palestinien.

Plus généralement, *Le Parisien* assure en première page un suivi régulier des actualités liées aux otages israéliens, exempte le gouvernement israélien de toute critique et endosse son point de vue au moment de rendre compte de l'attaque iranienne à la mi-avril, évoquant par deux fois «*les scénarios de [s]a riposte*». Comme le rappelle Akram Belkaïd dans *Le Monde diplomatique*⁴, «*la séquence en trois temps a commencé le 1^{er} avril avec un bombardement israélien contre une annexe du consulat iranien de Damas*». Mais à la Une du *Parisien*, elle débute le 15 avril, «*après l'attaque de l'État hébreu par la République islamique*».

Tandis que les civils palestiniens sont littéralement dépossédés de tout témoignage affectif en couverture, les otages et civils israéliens recueillent des marques de compassion continues, franches et assumées du quotidien.

4. «Israël-Iran, la guerre qui vient», *Le Monde diplomatique*, mai 2024.

5. Parmi les six restantes, on compte une manchette générale: «Proche-Orient. Veillée d'armes en Israël et à Gaza» (15 oct. 2023). Deux portent sur la politique française dans la région: «Exclusif. "L'organisation terroriste Hamas doit être détruite" [pour Sébastien Lecornu, ministre des Armées]» (22 oct. 2023) et «Israël. Macron attendu demain à

Tel-Aviv» (23 oct. 2023). Les quatre dernières traitent des répercussions ailleurs dans le monde: «Israël-Hamas. Peut-on faire de l'humour sur la guerre?» (8 nov. 2023); «Israël-Hamas. Les artistes marchent pour la paix» (20 nov. 2023); «Eurovision. Manifestations en Suède contre la participation d'Israël» (10 mai) et «Eurovision. La candidate d'Israël peut-elle gagner?» (11 mai).

L'étude des manchettes ne fait que confirmer l'intégralité des constats précédents. Au nombre de 29 au total sur la période étudiée, 18 d'entre elles portent sur Israël et seulement 4 sur Gaza⁵. La titraille parle pour elle:

ISRAËL	
13 oct. 2023	Otages en Israël. Emmanuel Macron: «Jamais la France n'abandonne ses enfants»
28 oct. 2023	Guerre Israël-Hamas. Tsahal étend ses «opérations terrestres» à Gaza
30 oct. 2023	Israël. Avec les réservistes sur le pied de guerre
1 ^{er} nov. 2023	Israël. À la frontière du Liban, la peur du Hezbollah grandit
3 nov. 2023	Israël. Les irréductibles de Sdérot, ville martyre
4 nov. 2023	Gaza. Les chefs du Hamas dans le viseur d'Israël
7 nov. 2023	Israël. Le témoignage choc d'un rescapé de la rave-party
10 nov. 2023	Israël. Les rescapés des attaques du Hamas de retour dans leur ville
15 nov. 2023	Otages à Gaza. Le cauchemar des familles françaises
18 nov. 2023	Israël. Se tatouer pour ne pas oublier les massacres
22 nov. 2023	Libération des otages. Le rôle clé du Qatar
26 nov. 2023	Enquête. Les crimes sexuels du Hamas
1 ^{er} déc. 2023	Mia Shem. Libérée après 55 jours de cauchemar
17 mars 2024	Bernard-Henri Lévy. Son plaidoyer pour soutenir Israël face au Hamas
12 avr. 2024	Proche-Orient. Les craintes d'une attaque imminente de l'Iran sur Israël
14 avr. 2024	Israël attaqué par l'Iran avec des missiles et des drones
9 juin 2024	Israël. Noa et trois otages libérés
2 sept. 2024	Guerre à Gaza. Israël pleure six nouveaux otages



GAZA

16 oct. 2023	Gaza. L'appel des humanitaires français
14 févr. 2024	Rafah. «Situation intenable» à la maternité
30 mai 2024	Gaza. Dans l'avion jordanien qui largue l'aide humanitaire
2 juin 2024	Gaza. Pourquoi l'espoir d'un cessez-le-feu renaît

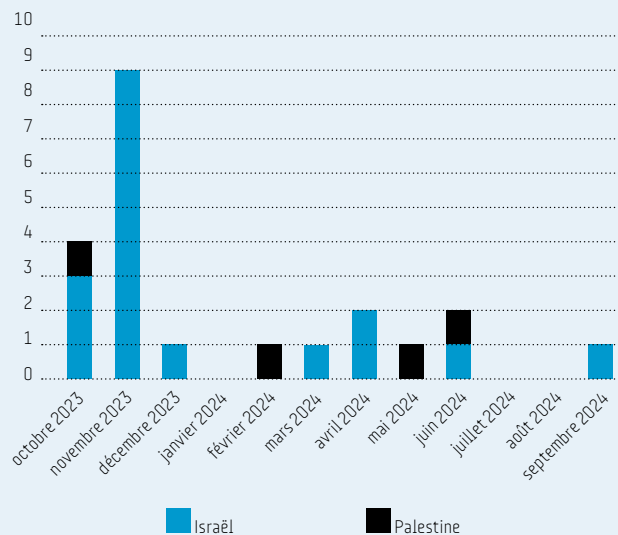
Enfin, on dénombre 10 Unes traitant des répercussions du conflit sur la société française, lesquelles ne sont quasi exclusivement traitées qu'au prisme de l'antisémitisme. Les indénombrables manifestations en soutien du peuple palestinien, la répression méthodique dont elles – et ses protagonistes – font l'objet, la hausse des discriminations islamophobes, l'action des parlementaires revendiquant des sanctions à l'égard de l'État d'Israël, pour ne citer que ces quelques exemples, sont tout bonnement ignorées. En revanche, *Le Parisien* aura su faire une place à sa Une pour étriller par deux fois les étudiants mobilisés à Sciences Po⁶, mais également Jean-Luc Mélenchon, dont le quotidien dénonce «la stratégie périlleuse» au sujet de la Palestine.

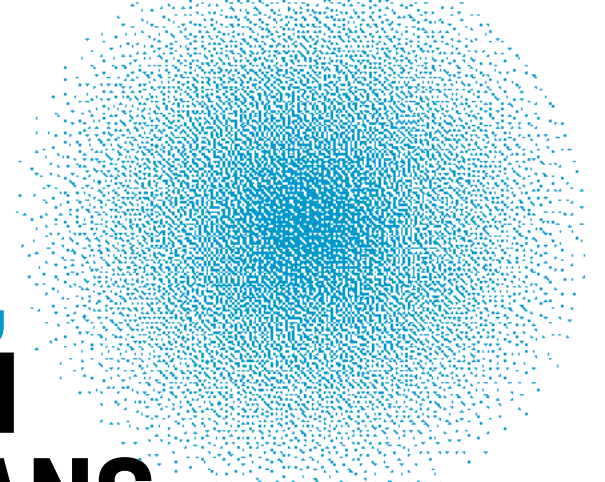
Nous réinsistons: on ne saurait résumer une publication à sa couverture – *a fortiori* compte tenu des déclinaisons web dont s'est dotée la presse papier. Ainsi, les articles du *Parisien* sur la situation à Gaza et les dépêches AFP qu'il relaie sont – et encore heureux – plus exhaustifs que ce que sa couverture en donne à voir. Néanmoins, la Une est en grande partie du ressort de la direction, engage la rédaction, demeure la vitrine d'une ligne éditoriale et témoigne de son sens de la hiérarchie de l'information. En ce sens, alors que la guerre génocidaire fait rage depuis un an en Palestine, le quotidien poursuit tête baissée sa caricature du double standard, où désinformation et déshumanisation des Palestiniens vont de pair. ■

6. «Palestine et mobilisations étudiantes: calomnies médiatiques en série», *Médiacritiques* n°51, juil.-sept. 2024, p. 22.

La Une est en grande partie du ressort de la direction, engage la rédaction, demeure la vitrine d'une ligne éditoriale et témoigne de son sens de la hiérarchie de l'information.

Israël-Palestine en manchette du *Parisien*
du 8 octobre 2023 au 8 septembre 2024





EN PALESTINE, L'INFORMATION BÂILLONNÉE DANS L'INDIFFÉRENCE

Fermeture d'Al Jazeera en Cisjordanie occupée: où sont les médias français?

Le 22 septembre, l'armée israélienne envahit les locaux d'Al Jazeera à Ramallah avant d'en ordonner la fermeture pendant 45 jours. Dans un contexte d'intensification des bombardements israéliens au Liban, de poursuite de la guerre d'anéantissement à Gaza et en Cisjordanie occupée, mais aussi d'étouffement de l'information par les autorités israéliennes, cette attaque est un événement majeur. Ou devrait l'être: dans les grandes rédactions françaises, c'est silence radio.

Armes en bandoulière et pour certains cagoulés, des militaires font irruption au siège d'un média international situé dans un territoire qu'ils occupent et colonisent illégalement; ils saisissent matériel et documents professionnels; arrachent le portrait d'une journaliste mondialement reconnue que leur armée a assassinée deux ans plus tôt; ordonnent l'évacuation immédiate des personnels et prononcent la fermeture de leurs bureaux. Voilà qui devrait terrasser de stupeur les rédactions des grands médias français si promptes à faire valoir leur attachement à la liberté de la presse.

Mais cet événement se déroule en Palestine, le média en question est Al Jazeera et son censeur, l'État d'Israël. Une configuration qui semble justifier le silence assourdissant de la presse française quant à cette attaque d'un État – encore régulièrement présenté comme «une grande démocratie» – contre le droit d'informer, mais également son mépris persistant à l'égard de la chaîne Al Jazeera et de ses journalistes, ciblés de manière incessante et croissante depuis le 7 octobre 2023.

Filmées et retransmises en direct, les images sont pourtant à portée de main. Elles ont d'ailleurs conduit plusieurs organisations professionnelles internationales à élever la voix. Dans un communiqué publié très tôt le 22 septembre, le Comité de protection des journalistes appelle les autorités israéliennes à «cesser de harceler et d'entraver Al Jazeera». Au même moment, Reporters sans frontières «dénonce une nouvelle fois l'acharnement d'Israël contre Al Jazeera». À l'instar du secrétaire général de la Fédération internationale des journalistes, Anthony Bellanger, interviewé par la chaîne qatarie: «Je tiens à exprimer tout mon soutien et celui de la [FIJ] à la rédaction de Ramallah, une rédaction que l'on empêche de travailler. La politique du gouvernement israélien est d'empêcher toute voix qui pourrait

contredire sa ligne officielle. Ils ont détruit tous les médias à Gaza, ciblé et tué des journalistes parce qu'ils faisaient leur travail et maintenant, ils veulent anéantir les médias en Cisjordanie occupée.»

SILENCE DANS LES RANGS MÉDIATIQUES

Dans les grands médias français, aucune de ces déclarations ne filtre et l'information passe une nouvelle fois sous le tapis. Ou presque... Assurant le minimum syndical, des titres de presse comme *Challenges*, *RFI*, *L'Indépendant*, *Le Monde*, *Le Figaro*, etc. relaient une dépêche AFP sur leurs sites respectifs, diluée en quelques lignes sur les fils d'actualité ou rubriques «infos à retenir du week-end» du *Nouvel Obs*, *France Info* ou *Libération*. À notre connaissance, seule la chaîne France 24 se distingue par un (court) direct de son cru dans l'émission «Autour du monde», présentée par Nabia Makhloufi, au cours duquel sont diffusées les images du raid et le témoignage du chef du bureau local d'Al Jazeera, Walid Al-Omari. Un «nouvel épisode dans la guerre que mène Israël contre la chaîne qatarie» insiste la correspondante de France 24, Claire Duhamel, rappelant que «cela fait des mois qu'Israël tente de faire fermer la chaîne Al Jazeera. C'est le cas en Israël puisque désormais, la chaîne ne peut plus y diffuser, les bureaux de Jérusalem ont été fermés et les visas des journalistes étrangers, révoqués. Mais Ramallah, ce n'est pas en Israël, c'est en Cisjordanie occupée, là où normalement, la souveraineté est à l'Autorité palestinienne».

Voilà peu ou prou à quoi se résume la couverture des événements dans les grands médias français. Ainsi, outre le fait qu'aucun positionnement éditorial significatif en défense de la liberté de la presse n'ait vu le jour – ni de la part de SDJ, ni de celle des syndicats⁴ et encore moins des directions de médias –, les espaces les plus en vue de l'audiovisuel font silence.

Pas le moindre mot sur France Inter par exemple, la radio la plus écoutée du service public. Le dimanche, la grille compte huit journaux principaux et disponibles en replay², ce qui représentait ce 22 septembre plus d'une heure et cinquante minutes d'information. La région n'est pourtant pas reléguée aux confins de l'agenda: «L'actualité à l'étranger dominée par le Proche-Orient», déclare même le présentateur du 13h Éric Delvaux en annonçant son journal, qui ne regardera toutefois qu'en direction du «nord d'Israël, [où] ils sont des centaines de milliers à se réfugier dans des abris. Des échanges de tirs entre le Hezbollah libanais et l'armée israélienne [...] se sont encore intensifiés ces dernières heures». Il y aurait beaucoup à en dire, mais reportages et commentaires sont diffusés sur les bombardements au Liban dans chacun des huit journaux d'information. Aucun d'entre eux, en revanche, n'évoque la fermeture des bureaux d'Al Jazeera par l'armée israélienne. Silence radio le lendemain encore, 23 septembre: sur les huit journaux que nous avons écoutés (plus de deux heures d'antenne en cumulé), pas la moindre trace de cette information, qui ne sera pas évoquée non plus ni dans «L'édito géopolitique» – aux commandes, Pierre Haski n'en parlera pas non plus les jours suivants –, ni au cours de l'émission «Un jour dans le monde».

C'est une information en jachère que nous proposons également les rédactions des deux JT les plus importants du pays. Sur TF1 et sur France 2 les 22 et 23 septembre, les éditions de 13h et de 20h font l'impasse, le service public confirmant par-là tout l'intérêt qu'il porte à la liberté de la presse en Palestine... et à celles et ceux qui tentent de la faire vivre. Pour rappel, l'assassinat de Shireen Abu Akleh (Al Jazeera) – dont les soldats israéliens ont outrageusement décroché le portrait du bâtiment de la chaîne à Ramallah – avait déjà fait l'objet d'un traitement indigent en mai 2022³, dans un mélange de désinformation... et d'indifférence.

1. Le 22 septembre, le SNJ relaie simplement sur son compte X un tweet purement informatif de la journaliste Clara-Doïna Schmelck.

2. Les journaux de 7h, 7h30, 8h, 9h, 13h, 18h, 19h et 23h.

3. «Palestine: la désinformation au 20h de France 2 continuée», Acrimed, 17 juin 2022.

Sauf erreur de notre part, aucune des quatre grandes émissions politiques dominicales du 22 septembre⁴ n'aborde l'offensive de l'armée contre la chaîne Al Jazeera. Une observation des comptes X de BFM-TV, LCI et CNews indique qu'aucune des trois chaînes d'information en continu n'en fait mention non plus – en mai dernier, les deux premières avaient rapporté de manière minimaliste l'interdiction d'Al Jazeera en Israël. Quant au *Parisien*, un tweet diffuse la dépêche AFP pour mieux faire valoir... la propagande israélienne: «*La chaîne de télévision qatarienne Al Jazeera est accusée par Israël d'«inciter et de soutenir le terrorisme».*» (X, 22 sept.)

«UNE STRATÉGIE D'ÉTOUFFEMENT DE L'INFORMATION»

L'absence de réaction – et même de couverture substantielle – de la part des médias français face à cet événement s'ajoute à l'interminable liste des «deux poids, deux mesures» qui structurent le traitement médiatique de la guerre menée par Israël contre la Palestine, comme elle témoigne des œillères occidentalocentrées des rédactions françaises⁵.

La coordinatrice de l'Agence Média Palestine Imen Habib nous invite aussi à «*replacer cette attaque dans un plus vaste contexte d'étouffement de l'information*»:

Imen Habib: *Il y a d'abord une stratégie évidente de la part du gouvernement israélien, puisqu'Al Jazeera est non seulement influente, mais aussi la dernière chaîne qui continue de couvrir en continu ce qui se passe dans la bande de Gaza et en Cisjordanie. Et ses journalistes, parmi les derniers à pouvoir témoigner. Ensuite, il faut rappeler que cette répression peut aussi se produire parce que l'accès à Gaza est toujours interdit aux journalistes internationaux. Il n'y a pas assez de focus là-dessus, ça ne fait plus du tout la Une. C'est pourtant une situation qui met en danger les journalistes palestiniens et ceux d'Al Jazeera plus spécifiquement. Enfin, cette attaque*

s'inscrit dans une stratégie plus globale de répression des journalistes. L'État d'Israël veut faire un black-out de l'information, tout simplement. Nous avons reçu récemment le président du syndicat des journalistes palestiniens. Il dénombre aujourd'hui 165 journalistes palestiniens assassinés depuis octobre 2023. Des journalistes sont aussi arrêtés, blessés, attaqués, à Gaza mais évidemment aussi en Cisjordanie, en particulier à Jénine, Tulkarem et Hébron. Il a également fait état de graves incidents récents: des tirs directs contre des équipes de presse, au cours desquels au moins quatre journalistes ont été blessés et où des balles réelles, à trois reprises, ont atteint les caméras des journalistes.

Pour donner une idée de leur augmentation très inquiétante, le syndicat recense 62 attaques en août, contre 10 en juillet. Il a enfin rapporté 153 cas d'agressions physiques et verbales, mais aussi de violations diverses des droits des journalistes, allant de l'intimidation à la destruction du matériel, en passant par l'interdiction de circuler. À Gaza, huit journalistes ont été assassinés rien qu'au mois d'août.

Imen Habib rappelle également combien «*cette accélération de la répression contre Al Jazeera est permise par la loi qui a été votée en Israël en avril dernier, à 70 voix contre 10, visant à censurer toute critique*». Comme l'indiquait alors l'AFP, cette loi – d'ailleurs dite «*Al Jazeera*» – a été adoptée «*dans le cadre d'une procédure accélérée à la demande de Benjamin Netanyahu*» et «*donne au Premier ministre et au ministre des Communications le pouvoir d'ordonner l'interdiction de réseaux étrangers opérant en Israël et de confisquer leur équipement si les autorités estiment qu'ils représentent "un danger réel pour la sécurité de l'État"*».

L'absence de réaction de la part des médias français face à cet événement s'ajoute à l'interminable liste des «deux poids, deux mesures» qui structurent le traitement médiatique de la guerre menée par Israël contre la Palestine, comme elle témoigne des œillères occidentalocentrées des rédactions françaises

4. «Questions politiques» (France Inter - France Info - *Le Monde*); «Le grand jury» (RTL - *Le Figaro* - Public Sénat - M6); «Le grand rendez-vous» (CNews - Europe 1) et «BFM Politique» (BFM-TV).

5. Voir par exemple l'entretien de Claire Talon, «L'interdiction d'Al Jazeera en Israël est la preuve que la chaîne dérange», *Mediapart*, 3 avr.

Un contrôle accru des médias « extérieurs », auquel fait écho, « à l'intérieur », « la forte augmentation de la censure des médias [israéliens] » révélée par 972 Mag⁶, qui alertait d'ailleurs dès le 1^{er} novembre 2023 quant à l'étude d'un « projet de réglementation d'urgence » au sein du gouvernement israélien⁷. « Il faut bien comprendre que ce ne sont pas seulement les journalistes d'Al Jazeera ou sa rédaction qui sont concernés par ce qui s'est passé à Ramallah, renchérit Imen Habib. C'est l'ensemble de la profession, c'est l'ensemble des journalistes qui sont menacés. Nul doute que cette loi pourrait s'appliquer à d'autres médias, y compris des médias occidentaux. Donc ne pas s'exprimer là-dessus, c'est permettre une aggravation des conditions de travail des journalistes en général. »

Aussitôt la loi votée, Al Jazeera fut interdite de diffusion en Israël à la suite de « raids [...] dans ses bureaux situés à Nazareth (nord d'Israël) et à Jérusalem-Est » (L'Orient-Le Jour, 23 sept.). L'interdiction courait initialement sur 45 jours. Mais le 11 septembre 2024, elle fut renouvelée pour la quatrième fois, Benjamin Netanyahu n'ayant pas hésité pas à qualifier Al Jazeera de « chaîne terroriste » qui « incite à la haine contre les soldats de Tsahal » (X, 1^{er} avr.). Cette « campagne de diffamation » fut dénoncée comme telle à plusieurs reprises par RSF, qui insiste également sur la nocivité de « l'amalgame incessant du journalisme avec le "terrorisme" », lequel « met en danger les reporters et menace le droit à l'information partout. » Le 1^{er} août, l'ONG rappelait à ce propos qu'« avec la mort d'Ismaïl al-Ghoul et Rami al-Rifi, le nombre de journalistes d'Al Jazeera tués à Gaza s'élève à cinq, tous ciblés par des frappes directes selon les informations de RSF. Le journaliste Hamza al-Dahdouh – fils de Wael al-Dahdouh, chef du bureau d'Al Jazeera à Gaza – et son collègue Moustafa Thuraya – ont été tués par une frappe israélienne ciblée début janvier. Un mois plus tard, Wael al-Dahdouh a lui-même été blessé par une autre frappe de drone ciblée qui a tué le caméraman d'Al Jazeera Samer Abu Daqqa. »

Dans un tel contexte, le silence des médias dominants à propos du raid de l'armée israélienne dans les bureaux d'Al Jazeera à Ramallah relève d'une insondable faute morale, professionnelle et politique. En particulier lorsque l'on sait que quatre jours plus tôt, le 18 septembre, l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait une résolution exigeant notamment de l'État d'Israël qu'il « mette fin sans délai à sa présence illicite dans le Territoire palestinien occupé, laquelle constitue un fait illicite à caractère continu engageant sa responsabilité internationale, et qu'il le fasse au plus tard 12 mois après l'adoption du texte. » La fermeture d'Al Jazeera en Cisjordanie, tout comme la confiscation de matériel professionnel, revient à fouler aux pieds cette résolution à peine édictée. Un terrain, enfin, que la plupart des médias français continuent de sous-investir, malgré le contexte décrit par Orient XXI⁸ : une « intensification des violences [...] depuis le 7 octobre et qui a entraîné la mort de près de 700 Palestiniens, dont 187 à Jénine », où « les magasins sont ravagés, les infrastructures civiles éclatées et les maisons défigurées par les balles. Selon les habitants et les journalistes sur place, c'est la première fois en 22 ans que les forces armées attaquent l'ensemble du tissu urbain. »

En 2020, plusieurs têtes d'affiche du PAF manifestèrent devant l'ambassade d'Algérie, parmi lesquelles les présentateurs de journaux télévisés Laurent Delahousse, Anne-Claire Coudray ou Gilles Bouleau, pour soutenir le journaliste Khaled Drareni⁹, arrêté, emprisonné et condamné pour « atteinte à l'intégrité du territoire national ». Ces vedettes du journalisme peuvent donc se mobiliser lorsque le droit d'informer et à l'information sont attaqués. Jusqu'à quand resteront-ils silencieux devant la répression d'un État colonial qui attaque de front la liberté de la presse, censure des médias jusque dans les territoires occupés, tue délibérément des journalistes et verrouille, depuis bientôt un an, l'accès à un territoire que son armée réduit en cendres ? ■

6. « Israeli military censor bans highest number of articles in over a decade », 972 Mag, 20 mai.

7. « Will Israel shut down Al Jazeera? », 972 Mag, 1^{er} nov. 2023.

8. « Palestine. À Jénine, choc et terreur d'un raid israélien », Orient XXI, 24 sept.

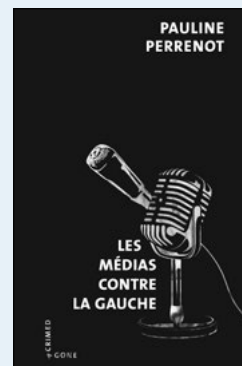
9. Alors condamné à 3 ans de prison pour avoir couvert les manifestations du Hirak. Il sera finalement « condamné à 6 mois avec sursis et 50K DZD d'amende assorti de 5 ans de probation, le 3 mars 2022 par la cour d'appel d'Alger » (RSF, 3 mars 2022).

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous !



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base: **40 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°

☐ Tarif normal France: **20 €**

☐ Tarif précaires France: **10 €**

☐ Livraison à l'étranger: **30 €**

► **Je commande**

☐ Le DVD « Les Nouveaux Chiens de garde »: **18,40€**

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

☐ Le livre «*Au nom de la démocratie votez bien!*», aux éditions Agone: **15 €**

☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespo: **21 €**

☐ Le livre *Les médias contre la gauche*, aux éditions Agone: **18 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

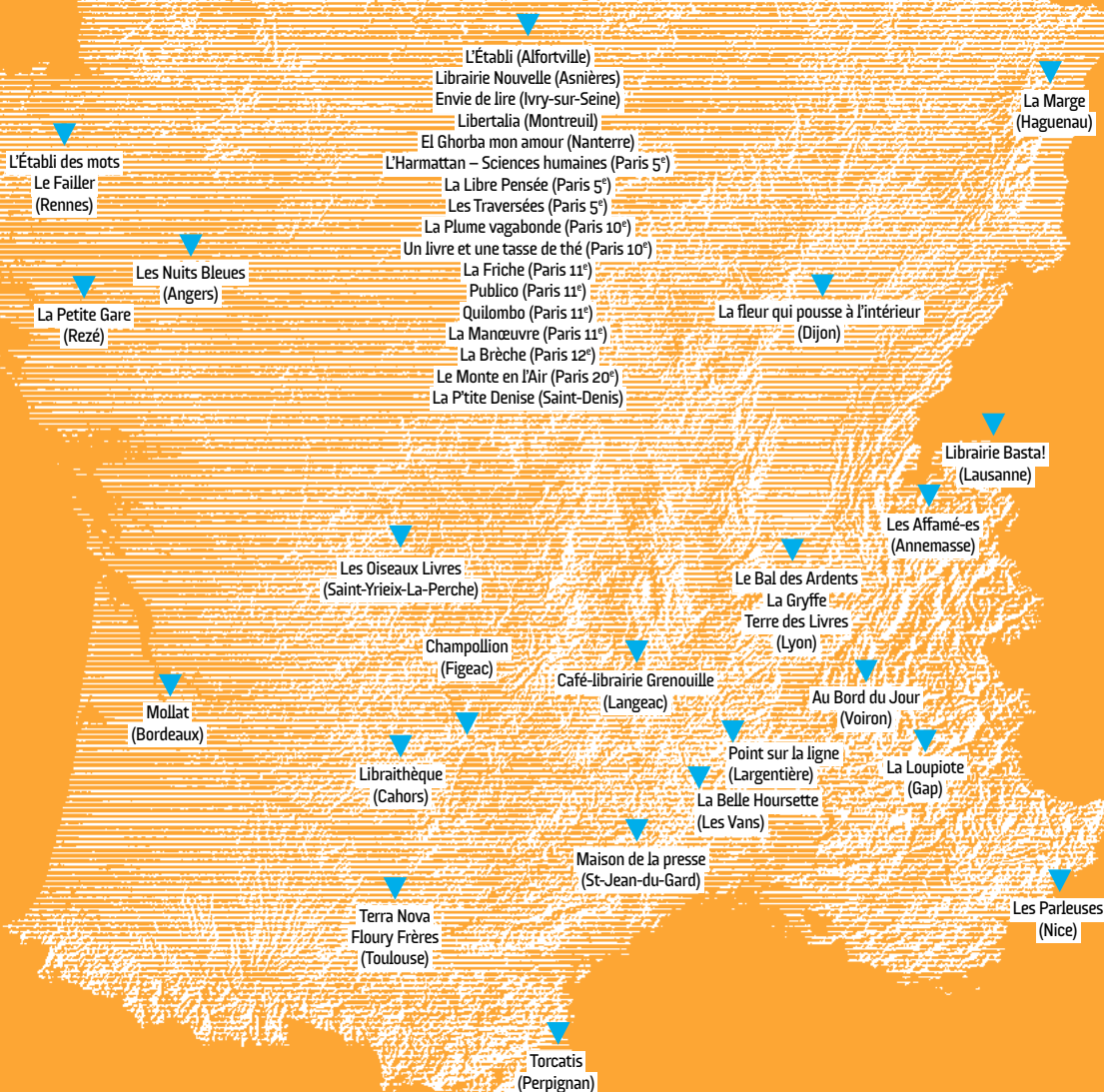
Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – Maison des associations, 6 cours des Alliés – 35000 Rennes – Courriel: info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES EN LIBRAIRIE



Vous êtes libraire et souhaitez diffuser *Médiacritiques* ?
Vous êtes lecteur ou lectrice et souhaitez nous aider à démarcher votre librairie ?
Contactez-nous! info@acrimed.org

MÉDIACRITIQUES

N°52

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

AUTOMNE 2024

- | | |
|---|---|
| 2 LA RELÉGATION MÉDIATIQUE DE L'ÉCOLOGIE | 20 LES JOURNALISTES, L'ÉCOLOGIE ET LE CAPITALISME |
| 6 «IL VA falloir REPOLITISER CETTE QUESTION» | 25 RARETÉ, RÉCENCE ET RÉTICENCE: SUR LA MÉDIATISATION DE LA «DÉLINQUANCE ENVIRONNEMENTALE» |
| 8 «LE PREMIER DES BIAIS, C'EST LE SILENCE» | 32 LES MÉDIAS EN GUERRE CONTRE LE NOUVEAU FRONT POPULAIRE |
| 12 «ON NE VEUT PAS QU'ON PARLE DE NOUS, MAIS DE NOTRE COMBAT» | 37 PALESTINE: L'INVISIBILISATION CONTINUE |
| 15 «ON EST FACE À DES ACTEURS PUISSANTS, QUI ORGANISENT L'OPACITÉ» | 44 EN PALESTINE, L'INFORMATION BÂILLONNÉE DANS L'INDIFFÉRENCE |
| 17 «LES MÉDIAS SONT DES VÉHICULES DE LOBBYING COMME LES AUTRES» | |

ET DANS LES RUBRIQUES...

- | | |
|--|--|
| 30 METOO: LE PAF EN PÂMOISON DEVANT LA «NUANCE» DE CAROLINE FOUREST | 36 DE L'AUTO-AVEUGLEMENT DE LA MÉDIATRICE DE RADIO FRANCE |
|--|--|